

30 AVRIL 1990

Décret instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

- 1^o Eaux de surface : les eaux de surface ordinaires et les eaux des voies artificielles d'écoulement;
- 2^o Eaux de surface ordinaires : les eaux des voies navigables, les eaux des cours d'eau non navigables y compris leurs parcours souterrains, les ruisseaux et rivières, même à débit intermittent en amont du point où ils sont classés comme cours d'eau non navigables, les eaux des lacs, des étangs et autres eaux courantes et stagnantes à l'exception des eaux des voies artificielles d'écoulement;
- 3^o Voies artificielles d'écoulement : rigoles, fossés ou aqueducs affectés à l'évacuation des eaux pluviales ou d'eaux usées épurées;
- 4^o Egouts publics : voies publiques d'écoulement d'eau construites sous forme, soit de conduites souterraines, soit de rigoles ou de fossés à ciel ouvert et affectées à la collecte d'eaux usées;
- 5^o Collecteurs : conduites reliant les réseaux d'égouts aux emplacements prévus ou prévisibles pour réaliser l'épuration des eaux usées;
- 6^o Déversement d'eaux usées : introduction d'eaux usées dans une eau souterraine ou dans une eau de surface par canalisation ou par tout autre moyen à l'exception du ruissellement naturel des eaux pluviales;
- 7^o Eaux usées :
 - eaux polluées artificiellement ou ayant fait l'objet d'une utilisation en ce compris les eaux de refroidissement;
 - eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale;
 - eaux épurées en vue de leur rejet;
- 8^o Eaux usées domestiques :
 - a) des eaux qui ne contiennent que :
 - des eaux provenant d'installations sanitaires;
 - des eaux de cuisine;
 - des eaux provenant du nettoyage de bâtiments, tels qu'habitations, bureaux, locaux où est exercé un commerce de gros ou de détail, salles de spectacle, casernes, campings, prisons, établissements d'enseignement avec ou sans internat, hôpitaux, cliniques et autres établissements où des malades non contagieux sont hébergés et reçoivent des soins, bassins de natation, hôtels, restaurants, débits de boissons, salons de coiffure;
 - des eaux de lessive à domicile;
 - des eaux de lavage des cycles non pourvus de moteurs et des cyclomoteurs;
 - des eaux de lavage de moins de dix véhicules à moteur et de leurs remorques par jour à l'exception des véhicules sur rail;
 - ainsi que, le cas échéant, des eaux de pluie;
 - b) les eaux usées provenant des établissements de lavage de linge dont les machines sont utilisées exclusivement par la clientèle;
 - c) les eaux usées provenant d'usines, d'ateliers, dépôts et laboratoires occupant moins de sept personnes, sauf si l'autorité compétente pour l'octroi de l'autorisation de déversement estime que les eaux usées sont nuisibles aux égouts et/ou au fonctionnement normal d'une station d'épuration des eaux et/ou au milieu récepteur et qu'elles ne peuvent pas être classées comme eaux domestiques;
- 9^o Eaux usées agricoles : les eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux entraînant une charge polluante globale inférieure à un chiffre maximum fixé par l'Exécutif et qui ne sont ni des jardins zoologiques, ni des ménageries permanentes. Pour l'application du présent décret, ces eaux sont assimilées aux eaux usées domestiques sauf dérogation apportée par l'Exécutif.
- 10^o Eaux usées industrielles : eaux usées autres que les eaux usées domestiques;
- 11^o Gadoues : le produit de la vidange d'une fosse septique;
- 12^o Eaux de refroidissement : les eaux qui sont utilisées dans l'industrie pour le refroidissement en circuit ouvert et qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à refroidir;
- 13^o Exécutif : l'Exécutif régional wallon;
- 14^o Administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement — Division de l'Eau.

Art. 2. Il est établi une taxe annuelle sur les déversements des eaux usées, à l'exception des eaux de refroidissement.

Art. 3. Sont soumises à la taxe :

- 1^o Toutes les personnes, physiques ou morales, de droit public ou de droit privé ci-après désignées « entreprises » qui occupent au moins sept personnes et qui déversent des eaux usées industrielles dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées, dans les stations d'épuration des organismes d'épuration ou dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines.
- 2^o Les entreprises qui occupent moins de sept personnes et qui déversent des eaux usées dans les récepteurs visés au 1^o, si l'autorité compétente pour l'octroi de l'autorisation de déversement estime que ces eaux ne peuvent pas être classées comme eaux usées domestiques.

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil, 152 (1989-1990) nos 1, 2, 3 et 4).

Compte-rendu intégral, séance publique du 17 avril 1990. Discussion générale — vote.

3° Toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles, à l'exclusion des hôpitaux, cliniques et autres établissements où les malades non contagieux reçoivent des soins, aux conditions arrêtées par l'Exécutif.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées industrielles

Art. 4. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante des eaux déversées, calculée suivant les formules définies aux articles 6 et 7.

La charge polluante des eaux industrielles déversées dans les eaux de surface, les égouts, collecteurs et stations d'épuration qui est à prendre en considération est celle de l'année qui précède l'année de taxation.

Art. 5. La taxe par unité de charge polluante, ci-après dénommée *taxe unitaire*, des eaux usées industrielles déversées est fixée à 360 francs. Toute modification de ce montant intervenue en cours d'année n'est applicable que l'année suivante.

Art. 6. § 1^{er}. La charge polluante des eaux industrielles déversées est calculée selon la formule suivante :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

Dans cette formule :

N signifie le nombre d'unités de charge polluante;

Q signifie le volume moyen, exprimé en litres, de l'eau usée déversée par l'entreprise en 24 heures au cours du mois de plus grande activité de l'année;

MS signifie la teneur moyenne en matières de suspension de l'eau à laquelle se rapporte Q;

OP signifie l'oxydabilité partielle moyenne de l'eau à laquelle se rapporte Q après décantation de 2 heures; elle est obtenue à partir de la demande biochimique (DBO) et de la demande chimique (DCO) d'oxygène de l'eau décantée en utilisant la formule suivante :

$$OP = \frac{2 \text{ DBO} + \text{ DCO}}{3}$$

q et ms signifient le volume et la teneur en matières en suspension de l'eau à laquelle se rapporte l'unité de charge polluante;

op désigne l'oxydabilité partielle moyenne de l'eau à laquelle se rapporte l'unité de charge polluante après décantation statique de 2 heures; elle est fixée forfaitairement à 70 % de l'oxydabilité partielle de l'eau non décantée, déterminée conformément à la formule ci-dessus;

T1 signifie le coefficient de traitement des matières en suspension contenues dans l'eau déversée;

T2 signifie le coefficient de traitement des matières organiques contenues dans l'eau déversée ayant subi une décantation statique de 2 heures; a, b, c sont des coefficients répondant à la répartition des frais de l'épuration; leur somme est égale à 1.

§ 2. Les coefficients a, b, c, T1 et T2 sont maintenus aux valeurs suivantes :

T1 et T2 = 1

a = 0,20

b = 0,35

c = 0,45

§ 3. L'unité de charge polluante visée au § 1^{er} est définie comme suit : 180 litres d'eaux usées avec une teneur en matières en suspension de 500 mg par litre, une demande biochimique d'oxygène en 5 jours de 300 mg par litre, une demande chimique d'oxygène de 750 mg par litre et une teneur en azote Kjeldahl de 55 mg par litre.

§ 4. Les valeurs moyennes visées au § 1^{er} sont les valeurs moyennes journalières qui figurent dans l'autorisation de déversement du redevable lorsque celle-ci en comporte. Au cas où l'autorisation ne mentionne que des valeurs maximales pour les paramètres précités, ce sont ces valeurs maximales qui doivent être utilisées. Le redevable peut néanmoins, dans ce cas, comme en l'absence d'autorisation, utiliser des valeurs moyennes journalières réelles déterminées à ses frais, par l'organisme d'épuration agréé par l'Exécutif.

§ 5. Si la concentration en azote Kjeldahl de l'eau déversée dépasse 75 mg/l, le terme $\frac{OP}{op}$ est remplacé par un terme $\frac{OT}{ot}$

où OT égale DCO + 4,57 NK.

et ot égale dco + 4,57 nk.

Dans ce cas, le coefficient c visé au § 2 devient 0,4.

§ 6. Si l'Administration constate dans les eaux déversées la présence de substances qu'elle estime de nature à fausser la mesure du DBO, elle peut lors de l'établissement du nombre d'unités de charge polluante, remplacer le paramètre DBO par le paramètre $\frac{\text{DCO}}{1,5}$.

§ 7. Les modifications éventuelles des dispositions, visées au paragraphes précédents ne seront applicables que l'année suivante.

Art. 7. Pour les entreprises qui ont une charge polluante de moins de 2 000 unités, lorsqu'elle est calculée selon une des deux formules suivantes, et qui déversent dans les égouts publics, les collecteurs et les stations d'épuration, la taxe peut, par dérogation à l'article 6, être déterminée selon une méthode simplifiée qui utilise les coefficients de conversion qui figurent à l'annexe au présent décret, colonne 3 dans une des formules suivantes :

$$1^{\circ} N = \frac{A}{B} \times C$$

$$2^{\circ} N = T \times C$$

Dans ces formules :

N signifie le nombre d'unités de la charge polluante;

A signifie l'activité annuelle exprimée selon la base utilisée;

B signifie la base figurant à la colonne 2;

C signifie le coefficient de conversion figurant à la colonne 3;

T signifie le nombre de travailleurs (ouvriers et employés) occupés par l'entreprise au cours du mois de la plus grande activité de l'année.

Art. 8. Toutefois, par dérogation à l'article 7, les mêmes entreprises peuvent introduire auprès de l'Administration une demande en vue d'obtenir que la détermination de la taxe soit effectuée, conformément à l'article 6; il est répondu à cette demande dans un délai qui ne dépasse pas deux ans. Les demandeurs doivent effectuer, par anticipation et à leurs frais, les travaux nécessaires au mesurage continu des débits ainsi qu'à l'échantillonnage régulier des eaux déversées et à leur caractérisation adéquate.

Art. 9. Pour les activités saisonnières et pour les entreprises à fonctionnement discontinu qui déversent des eaux usées pendant moins de deux cent vingt-cinq jours par an et qui peuvent en apporter la justification, le nombre d'unités de charge polluante est multiplié par le facteur correcteur d qui résulte de la fraction, qui a comme dénominateur 225 et comme numérateur le nombre de jours pendant lesquels des eaux usées ont été déversées.

Le facteur d n'est pas applicable aux entreprises pour lesquelles une unité de production est mentionnée dans la colonne 2 du tableau des coefficients de conversion de l'annexe.

Art. 10. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 5, par le nombre N d'unités de charge polluante déterminée à l'article 6 ou à l'article 7.

Art. 11. La taxe sur le volume d'eau potable prélevée à la distribution d'eau visé au chapitre III sera remboursée au contribuable qui déverse des eaux usées industrielles après paiement de la taxe sur le rejet de ces dernières.

CHAPITRE III. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles

Art. 12. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles est proportionnelle au volume d'eau déversée.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversée, autre que les eaux usées industrielles est fixée à 8,0 francs. Toute modification de son montant n'est applicable que l'année suivante.

Art. 13. § 1^{er}. Pour les personnes visées à l'article 3, 2^o et 3^o, qui ne déversent que des eaux autres qu'industrielles et provenant exclusivement de la distribution publique, le volume d'eau à prendre en considération est celui qui figure dans le dernier relevé de consommation d'une période d'un an.

§ 2. A défaut de compteur mesurant le volume d'eau potable, une taxe forfaitaire annuelle de 800 francs est due par résidence, à charge du propriétaire.

§ 3. Pour les entreprises occupant au moins sept personnes et pour celles visées à l'article 1^{er}, 8^o, c qui déversent également des eaux usées industrielles, le montant de la taxe est établi sur base d'un volume d'eau correspondant à 20 mètres cubes par an et par personne occupée dans l'entreprise.

Les redevables soumis au présent article sont tenus de déclarer à l'Administration le nombre maximum de personnes occupées en même temps dans l'entreprise durant l'année précédente.

Art. 14. A l'exception de la taxe forfaitaire visée à l'article 13, § 2, la taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 12 par le volume d'eau déterminé à l'article 13, § 1^{er}.

Art. 15. Le traitement des gadoues de fosse septique qui résultent exclusivement du traitement des eaux usées domestiques est assuré gratuitement par la Région wallonne. La vidange de ces gadoues ne pourra se faire que par l'intermédiaire de vidangeurs agréés par l'Exécutif dans des centres de traitement désignés par l'Exécutif.

Art. 16. Les personnes visées à l'article 3, 3^o, qui épurent elles-mêmes leurs eaux usées autres qu'industrielles dans les conditions et selon les règles techniques définies par l'Exécutif régional wallon bénéficient d'une restitution de la taxe, pour autant qu'elles fournissent à l'Administration la justification de l'épuration des eaux qu'elles déversent, ou pour autant qu'elles prouvent qu'elles ne participent pas au déversement d'eaux usées autres qu'industrielles, ni dans les égouts publics, ni dans les eaux de surface, ni dans les eaux souterraines, et ne constituent pas une source de pollution diffuse.

Art. 17. Les entreprises qui sont déjà redevables sur base de l'article 5 du présent décret peuvent être exemptées du paiement de la présente taxe pour autant qu'elles fournissent la preuve que la charge polluante des eaux usées autres qu'industrielles est comprise dans celle des eaux usées industrielles.

CHAPITRE IV. — De la déclaration, du paiement et du recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées

Section Ie. — Déclaration et paiement de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles

Art. 18. § 1^{er}. Tout redevable est tenu de déclarer à l'Administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de la charge polluante de l'année précédente. La déclaration est établie sur un document prévu à cet effet que le redevable reçoit directement de l'Administration, ou, à défaut qu'il doit se procurer au siège de l'Administration.

Les déclarations des redevables doivent parvenir à l'Administration avant le 31 mars de chaque année. En cas de cessation d'activité, les déclarations doivent être transmises immédiatement. Le montant de la taxe est calculé et déterminé par l'Administration sur base de la déclaration.

§ 2. Au cas où plusieurs entreprises rejettent en commun leurs eaux usées ou effectuent un traitement en commun de celles-ci, la taxe est partagée en parts égales entre les différentes entreprises.

Cependant, celles qui peuvent justifier exactement leur charge polluante pourraient être taxées séparément. Le reliquat de la taxe est alors réparti en parts égales entre les entreprises restantes.

Art. 19. En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, l'Administration procède au redressement de la charge polluante déclarée. Toute rectification du montant déclaré sera motivée et notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par l'Administration.

Art. 20. A défaut de déclaration ou à défaut de déclaration conforme dans le délai prescrit, l'Administration calcule et détermine le montant de la taxe en fonction d'éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue.

L'Administration notifie au redevable les motifs du recours à la taxation d'office et lui adresse l'avis de paiement au plus tôt à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de ladite notification.

Art. 21. Le montant de la taxe ou le montant rectifié de la taxe est notifié au redevable au moyen d'un avis de paiement au plus tard le 31 mars de l'année qui suit.

Art. 22. Le redevable s'acquitte du montant de la taxe mentionnée à l'avis de paiement dans le délai indiqué par celui-ci sous réserve de modification ultérieure due à une rectification de la déclaration.

Section II. — Paiement de la taxe
sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles

Art. 23. Le distributeur d'eau est chargé, pour compte de la Région, de la perception de la taxe visée à l'article 13, § 1^{er}; la mention du montant de la taxe sur la facture du distributeur d'eau vaut avis de paiement pour le redevable.

Avant le 31 décembre de chaque année, le distributeur d'eau est tenu de verser à la Région le montant total des taxes perçues et de renvoyer à l'Administration un formulaire, transmis par elle, reprenant les renseignements nécessaires au contrôle et à la récupération éventuelle des taxes non perçues.

L'Exécutif arrête les modalités de rétribution des sociétés de distribution d'eau pour les frais occasionnés par la perception de la taxe.

Section III. — Recouvrement

Art. 24. § 1^{er}. A défaut de paiement de la taxe, une contrainte est décernée au redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire désigné à cette fin.

Elle est notifiée par pli recommandé à la poste. La remise de la pièce à la poste vaut notification à compter du lendemain.

§ 2. Cette notification :

- interrompt le délai de prescription pour le recouvrement de la taxe;
- permet l'inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 25, § 1^{er},
- permet au redevable de faire opposition à l'exécution de la contrainte de la manière prévue à l'article 25, § 2;
- fait courir les intérêts moratoires conformément à l'article 27.

La contrainte peut être également signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

§ 3. Après la notification visée au § 1^{er}, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut faire procéder, par pli recommandé à la poste, à la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable.

La saisie-arrêt doit également être dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 4. Sous réserve de ce qui est prévu au § 3, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, premier et deuxième alinéas, et 1543, du Code judiciaire, sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 5. La saisie-arrêt-exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au § 3 :

- 1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt-exécution;
- 2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;
- 3° qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie-arrêt pratiquée par pli recommandé à la poste par le fonctionnaire garde ses effets conservatoires si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt-exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

§ 6. Le recouvrement de la taxe visée à l'article 22 se prescrit par cinq ans à partir du jour de la notification par la Région de l'avis de paiement.

Le recouvrement de la taxe visée à l'article 23, alinéa 1^{er} se prescrit par cinq ans à partir de la date de la facture du distributeur d'eau, sur laquelle figure l'avis de paiement.

Art. 25. § 1^{er}. 1° Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur les revenus et sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux;

2° Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du livre II du Code du commerce et après le privilège réservé à l'Etat par l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° Les taxes, intérêts et frais sont garantis par une hypothèque légale sur les biens qui appartiennent au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles.

4° L'hypothèque légale prend rang à compter du jour de l'inscription qui en est faite en vertu de la contrainte décernée, rendue exécutoire et notifiée ou signifiée au redevable conformément à l'article 24, § 1^{er} et § 2;

5° L'hypothèque est inscrite à la requête de l'Exécutif ou du Ministre qu'il délègue. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie, certifiée conforme par le fonctionnaire chargé du recouvrement, de la contrainte mentionnant la date de la notification ou de la signification;

6° L'article 447, alinéa 2, du livre II du Code du commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis, n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les taxes dues pour lesquelles une contrainte a été notifiée ou signifiée au redevable antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

§ 2. Sous réserve de ce qui est prévu par l'article 24, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la cinquième partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice, à signifier par exploit à la Région en la personne du fonctionnaire qui a décerné la contrainte.

Art. 26. La demande en restitution de la taxe est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région en la personne du fonctionnaire désigné à cette fin par l'Exécutif.

Art. 27. L'intérêt au taux légal est exigible de plein droit si la taxe n'a pas été payée dans sa totalité au plus tard à la date de notification de la contrainte visée à l'article 24.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant de la taxe restant dû arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier. L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint cent francs au total.

Section IV. — Infractions en matière de perception et de paiement des taxes

Art. 28. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende égale au double de la taxe éludée avec un montant minimal de cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement celui qui à l'aide de moyens frauduleux élude ou tente d'éluder le paiement de tout ou partie de la taxe.

Art. 29. La loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas applicable aux sanctions mentionnées à l'article 28.

CHAPITRE V. — Dispositions budgétaires

Art. 30. Le produit de la taxe est affecté exclusivement à un fonds, créé au budget général des dépenses de la Région wallonne, destiné au seul financement des dépenses suivantes :

1° le coût des études, des travaux et des acquisitions des biens immeubles nécessaires dans le cadre de la maîtrise par les organismes d'épuration agréés, de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;

2° les frais de fonctionnement des organismes d'épuration visés à l'article 18, 1° à 7° du décret du 7 octobre 1985;

3° les subventions aux entreprises supportant une charge financière exceptionnellement élevée pour remplir les conditions auxquelles une autorisation de déversement leur a été accordée;

4° les dépenses d'investissement nécessaires pour assurer le fonctionnement du service d'intervention immédiate;

5° les frais de perception des taxes;

6° les frais entraînés par l'établissement de statistiques, décidé en vertu de l'article 44 du décret du 7 octobre 1985;

7° les frais de surveillance de l'état des eaux de surface prévue par l'article 41 du décret du 7 octobre 1985;

8° les frais encourus par la Région relatifs à la recherche et à la constatation des infractions à la législation sur la protection des eaux de surface.

CHAPITRE VI. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 31. Sont abrogés dans le décret du 7 octobre 1985 : l'article 24, 1° et 6°, les articles 28 à 31 et 58 à 61.

Art. 32. Pour l'année 1990, en ce qui concerne les eaux usées autres que les eaux usées industrielles, la taxe est perçue, pour la période se situant entre la date d'entrée en vigueur du présent décret et la date de la facturation, sur la base d'une consommation calculée en douzièmes de la consommation annuelle.

Le mois de la facturation est compris dans le calcul.

Pour l'année 1990, en ce qui concerne les eaux usées industrielles, la taxe est perçue pour la période se situant entre la date d'entrée en vigueur du présent décret et le 31 décembre 1990 sur la base d'un nombre d'unités de charge polluante calculé en douzièmes du nombre annuel d'unités de charge polluante déclarée conformément à l'article 18.

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau
pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport
pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement
et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ANNEXE

Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficient de conversion	Remarque
Abattoirs et tueries à l'exclusion de la préparation de viandes :			
a) porcs	1 000 kg de poids abattu	0,6	
S'il y a une boyauderie, augmentation de		0,25	
b) autres animaux	1 000 kg de poids abattu	0,4	
Facteurs d'augmentation :			
— évacuation du contenu des panses		0,45	
— évacuation du sang de porcs		0,4	
— évacuation du sang d'autres animaux*		1,0	
Abattoirs de volailles :			
groupe I	1 000 kg de poids abattu	0,2	2
groupe II	1 000 kg de poids abattu	0,4	2
groupe III	1 000 kg de poids abattu	0,7	2
Amidonneries et féculeries	1 000 kg de matière première	2,7	
Amiante, amiante-ciment, béton, briques, chaux, ciment, poterie, verre (fabriques de)	travailleur	0,5	
Ateliers de réparation d'automobiles, de trams ou de trains, garages, installations de lavage d'automobiles	travailleur	5	
Blanchisserie à l'exception des salons-lavoirs :			
a) lavage humide	1 000 kg de linge blanc, provenant uniquement d'hôpitaux et d'hôtels : paquets de draps et essuie-mains pour rouleaux automatiques	0,3	
	1 000 kg de linge blanc, pour autant qu'aucun autre coefficient n'est d'application	0,5	
	1 000 kg de linge de couleur, vêtements de travail et essuie-mains et essuie de cuisine de location	0,7	
	1 000 kg de linge amidonné	1,1	
b) nettoyage à sec	un travailleur	0,5	
c) teinture de vêtements	1 m ³ d'eau utilisée	0,3	
Fabriques de produits d'entretien et de lubrifiants	travailleur	10	
Décapage du fer, en outre par	travailleur	0,5	
1 000 kg de fer bivalent déversé	travailleur	3	
Préparation de patates pré-frites	1 000 kg de pommes de terre	0,6	
Fabriques de conserves de fruits	1 000 kg de pommes, poires, fraises	0,7	
(y compris les fabriques de confitures)	1 000 kg de cerises, mûres, groseilles et autres fruits doux	0,5	
Usines de galvanisation	travailleur	0,5	
Usines à gaz	1 000 kg de matière première	1	
Imprimeries et autres entreprises d'arts graphiques utilisant le papier et le carton	travailleur	0,5	
Laboratoires	travailleur	2,5	

Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficient de conversion
Laiteries :		
a) entreprises non assainies	1 000 kg de lait réceptionné	0,99
	1 000 kg de lait réceptionné dans un poste de réception	0,045
	1 000 kg de beurre et de concentré de beurre (tiré du beurre)	3
	1 000 kg de beurre (préparation continue sans lavage)	1
	1 000 kg de fromage	3
	1 000 kg de produits en bouteille	0,24
	1 000 kg de poudre de lait (séchage sur cylindres)	1,2
	1 000 kg de poudre de lait (séchage en tour spray)	0,1
	1 000 kg de lait condensé	0,3
	préparation de crème à la glace	
	par 1 000 kg de matière première	0,3
	1 000 kg de lait réceptionné	0,045
	1 000 kg de beurre	1,5
	1 000 kg de fromage	1,2
	travailleur	10
	travailleur	1,5
	travailleur	1
b) entreprises assainies		
Fabriques de laques et de couleurs		
Bougies (fabrique de) et blanchiment de la cire		
Boulangeries et pâtisseries, fabriques d'aliments non désignés ailleurs		
a) Brasseries	1 000 kg de bière	1,2
b) idem avec rétention du houblon et de la drêche	1 000 kg de bière	0,3
Brosses et pinceaux (fabriques de)	travailleur	3,5
Torréfaction de cacahuètes	1 000 kg de matière première	0,67
Cacao, chocolat, confiserie et miel (fabriques de)	travailleur	2,5
Industrie de la céramique	travailleur	0,5
Industries chimiques :		
a) chimie minérale et activités de transformation	travailleur	20
b) chimie organique	travailleur	40
Colle (fabrique de)	1 000 kg de colle d'os	3,3
Cuir et peaux, fourrures :		
a) tannage au chrome	1 000 kg de matière première	5,5
b) tannage végétal	1 000 kg de matière première	6
c) mégisseries	1 000 kg de matière première	10
d) pelletteries	1 000 kg de matière première	10
e) chamoiseries	1 000 kg de matière première	18
Entreprises de destruction	1 000 kg de poids brut de matériaux à détruire	1
Distilleries	travailleur	0,5
Entreprises d'élevage dont le purin et/ou le fumier sont évacués à l'égout	1 vache, évacuation complète	10
	1 vache, évacuation du purin	3
	1 veau, chèvre ou mouton	1
	1 porc, évacuation complète	2
	1 porc, évacuation du purin	1
	1 poule (ou autre volaille)	0,1
	1 bête à fourrure	0,1
	travailleur	0,5
Emballeries		

Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficient de conversion	Remarque
Fabriques de conserves de légumes	1 000 kg de pommes de terre épluchées	0,6	1
	1 000 kg de pommes de terre blanchies	1,0	1
	1 000 kg de carottes, oignons	1,6	1
	1 000 kg de betteraves rouges	1,4	1
	1 000 kg de légumes de soupe verte julienne	0,65	1
	1 000 kg d'épinards, d'endives, de variétés de choux (sauf préparation de choucroute) et choux-raves	0,5	1
	1 000 kg de poireaux, de haricots verts, de haricots coupés et de céleris	0,4	1
	1 000 kg de petits pois et de pois chiches	0,3	1
	1 000 kg de choucroute	0,6	1
	1 000 kg de carottes	0,09	1
Lavage de légumes	1 000 kg d'échalottes	0,4	1
	1 000 kg de mélasses	8,4	1
	1 000 l de produit fabriqué	0,2	1
	1 000 kg de produit fabriqué	0,05	1
	1 000 kg d'orge	0,15	
	travailleur	0,5	
	travailleur	0,5	
	1 000 kg de papier de pâte mécanique ou de cellulose	1,4	
	idem -- provenant d'autres matières	7	
	1 000 kg de carton	4,4	
	travailleur	10	
Levures et distilleries d'alcool Limonaeries et eaux en bouteille Fabriques de margarine, de graisses et d'huiles alimentaires; si l'huile est obtenue exclusivement par pressage des grains Mâteries Travail du métal (travail mécanique zinguage, décapage des non-ferreux) Industrie métallurgique Industrie du papier Fabriques de carton de paille Fabriques de parfums et de cosmétiques Fabriques de conserves de poissons Fabriques de farine de poisson Battage de pois et de pois chiches Féculeries de pommes de terre Fabriques de savon -- si le résidu du relargage est déversé Sucreries et râperies de betteraves -- si l'eau usée provient exclusivement des condenseurs Industrie textile :	1 000 kg de poisson	3	
	1 000 kg de poisson	3	
	1 000 kg de matière première	0,03	1
	1 000 kg de pommes de terre	1,3	1
	1 000 kg de savon	0,5	
	2,8		
	1 000 kg de betteraves sucrières	0,25	1
	1 000 kg de betteraves sucrières	0,025	1
	travailleur	0,5	
	travailleur	0,5	
	m ³ d'eau utilisée	0,03	
	m ³ d'eau utilisée	0,03	
1 000 kg de laine brute	7		
m ³ d'eau utilisée	0,4		
travailleur	0,5		
Entreprises de préparation de viande Industrie de la transformation des matières plastiques Centrales électriques	1 000 kg de poids abattu	0,45	2
	travailleur	0,5	1
	travailleur	0,5	1

Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficient de conversion	Remarque
Secteur « Horeca » et assimilé :			
Hôtel	1 lit.	1	
Motel	1 lit	1	
Restaurant	travailleur	5	
Café	travailleur	2,5	
Pension et cité de bungalows	100 nuitées	0,4	
Camping	100 nuitées	0,2	
Auberges de jeunesse	1 lit	1	
Bassins de natation	travailleur	10	
Autres entreprises	travailleur	0,5	

Remarques :

1. Pour ces entreprises, il est tenu compte d'une production ou occupation pendant 250 jours; une correction pourra être apportée en rapport avec les influences saisonnières.
2. Appartiennent au groupe I, les entreprises dont la consommation d'eau est basse (10 m³ par 1 000 kg de poids abattu) et qui ont pris de bonnes précautions pour recueillir le sang et sans traitements ou transport humides de plumes et déchets.
3. Appartiennent au groupe II, les entreprises qui pratiquent uniquement des traitements et/ou le transport humides de plumes. Appartiennent au groupe III, les entreprises qui pratiquent le transport humide des plumes et des déchets, et en outre toutes les entreprises de cuisson de poulets ainsi que toutes les entreprises qui n'appartiennent pas aux groupes I ou II. Ce coefficient s'applique aux entreprises de cuisson de saucissons et de jambons. Pour d'autres opérations telles que le fumage et le salage du lard, un facteur de correction « plus petit que » peut être appliqué.
4. Il faut entendre par laiterie assainie, la laiterie dans laquelle de bonnes précautions ont été prises pour limiter le degré de pollution, telles que recueillir les égoutures de lait, retenir le dépôt de l'eau qui a servi au lavage du beurre, recueillir les résidus de pressurage, prévenir les fuites d'eau, etc...
5. Dans le cas d'évacuation de fiente par procédé humide.

Vu pour être annexé au décret du 30 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

30. APRIL 1990. — Dekret zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1. Oberflächenwasser : das gewöhnliche Oberflächenwasser und das Wasser der künstlichen Abflüsse;
2. gewöhnliches Oberflächenwasser : das Wasser der Schifffahrtswege, das Wasser der nichtschiffbaren Wasserläufe — einschließlich ihrer unterirdischen Läufe — die Bäche und Flüsse, selbst diejenigen mit unregelmäßiger Wasserführung oberhalb des Punktes, an dem sie als nichtschiffbare Wasserläufe eingestuft sind, das Wasser der Seen, der Weiher und anderer fließender und stehender Gewässer mit Ausnahme des Wassers der künstlichen Abflüsse;
3. künstliche Abflüsse : Rinnen, Gräben oder Aquädukte für das Abfließen von Regenwasser oder geklärtem Abwasser;
4. öffentliche Kanalisation : öffentliche Abflüsse entweder in Form von unterirdischen Leitungen oder von Rinnen oder offenen Gräben, die dazu bestimmt sind, Abwasser zu sammeln;
5. Abwassersammler : Leitungen, die das Kanalisationsnetz mit den vorgesehenen oder voraussehbaren Stellen für die Klärung der Abwässer verbinden;
6. Einleitung von Abwasser : das Einleiten von Abwasser in Grundwasser oder in Oberflächenwasser durch Kanalisierung oder jegliches andere Mittel, mit Ausnahme des natürlichen Abfließens des Regenwassers;
7. Abwasser :
 - künstlich verschmutztes Wasser oder benutztes Wasser, einschließlich Kühlwasser;
 - künstlich abfließendes Regenwasser;
 - Wasser, das geklärt wird, um abgeleitet zu werden;
8. häusliches Abwasser :
 - a) Wasser, das nur folgendes enthält :
 - Wasser aus Sanitäreinrichtungen;
 - Küchenwasser;
 - Wasser, mit dem Gebäude geputzt worden sind, d.h. Wohnungen, Büros, Räume, in denen Groß- oder Einzelhandel betrieben wird, Theatersäle, Kasernen, Campingplätze, Gefängnisse, Lehranstalten mit oder ohne Internat, Krankenhäuser, Kliniken und andere Anstalten, in denen Patienten mit nichtansteckenden Krankheiten untergebracht sind und behandelt werden, Schwimmbäder, Hotels, Restaurants, Schankwirtschaften, Frisiersalons;
 - Waschlauge aus Privathaushalten;
 - Wasser zum Waschen von Fahrrädern ohne Motor und von Motorfahrrädern;
 - das Wasser, das gebraucht worden ist, um weniger als zehn Motorfahrzeuge und ihre Anhänger pro Tag zu waschen, mit Ausnahme der Schienenfahrzeuge;
 - sowie gegebenenfalls Regenwasser;
 - b) die Abwässer aus Wäschereien, wo die Waschmaschinen ausschließlich von der Kundschaft benutzt werden;
 - c) die Abwässer aus Fabriken, Werkstätten, Lagern und Labors, die weniger als sieben Personen beschäftigen, es sei denn, die Behörde, die für die Erteilung der Einleitungsgenehmigung zuständig ist, ist der Meinung, daß die Abwässer schädlich sind für die Kanalisation und/oder für den normalen Betrieb einer Kläranlage und/oder für das Aufnahmestadium und daß sie nicht als häusliche Abwässer eingestuft werden können;
9. ländwirtschaftliches Abwasser : Abwasser, das aus Betrieben stammt, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, was eine globale Belastung mit Schmutzstoffen zur Folge hat, die unter einer von der Exekutive festgesetzten Höchstzahl liegt. Diese Betriebe dürfen weder zoologische Gärten noch ständige Tierparks sein. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets wird dieses Abwasser dem häuslichen Abwasser gleichgestellt, außer wenn die Exekutive eine entsprechende Abweichung vorsieht;
10. industrielles Abwasser : anderes Abwasser als häusliches Abwasser;
11. Fäkalien : die bei der Entleerung einer Faulgrube anfallenden Stoffe;
12. Kühlwasser : Wasser, das in der Industrie zur Kühlung in offenem Kreislauf verwendet wird und nicht mit den zu kühlenden Stoffen in Kontakt gekommen ist;
13. Exekutive : die Wallonische Regionalexekutive;
14. Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Wasser.

Art. 2. Für die Einleitung von Abwasser, mit Ausnahme von Kühlwasser, ist eine jährliche Abgabe zu entrichten.

Art. 3. Abgabepflichtig sind :

1. alle natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, nachstehend « Betriebe » genannt, die mindestens sieben Personen beschäftigen und industrielles Abwasser in die öffentliche Kanalisation, in die Abwassersammler, in die Kläranlagen der Einrichtungen für die Klärung oder in Oberflächenwasser oder in Grundwasser einleiten;

Sitzungsperiode 1989-1990

Ratsdokumente, 152 (1989-1990) Nrn. 1, 2, 3 und 4.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 17. April 1990. Allgemeine Diskussion — Abstimmung.

2. die Betriebe, die weniger als sieben Personen beschäftigen und Abwasser in die in Nr. 1 erwähnten Aufnahmemilieus einleiten, wenn die für die Erteilung der Einleitungsgenehmigung zuständige Behörde der Meinung ist, daß dieses Wasser nicht als häusliches Abwasser eingestuft werden kann;

3. jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die unter den von der Exekutive bestimmten Bedingungen andere Abwasser als industrielle Abwässer in die in Nr. 1 erwähnten Aufnahmemilieus einleiten, mit Ausnahme der Krankenhäuser, Kliniken und anderen Anstalten, in denen Patienten mit nichtansteckenden Krankheiten behandelt werden.

KAPITEL II

Besondere Bestimmungen über die Einleitungen von industriellem Abwasser

Art. 4. Die jährliche Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser richtet sich nach der Belastung des abgeleiteten Wassers, die aufgrund der in den Artikeln 6 und 7 bestimmten Formeln ermittelt wird.

Die zu berücksichtigende Belastung der industriellen Abwässer, die in Oberflächenwasser, in die Kanalisation, in Abwassersammler und Kläranlagen eingeleitet werden, ist die des Jahres, das dem Jahr der Veranlagung vorangeht.

Art. 5. Die Abgabe je Einheit der Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, ist auf 360 Franken festgesetzt. Jede Änderung dieses Betrags im Laufe eines Jahres gilt erst ab dem darauffolgenden Jahr.

Art. 6. § 1. Die Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer wird aufgrund folgender Formel errechnet :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

In dieser Formel ist bzw. sind :

N : die Anzahl Belastungseinheiten;

Q : das in Liter ausgedrückte Durchschnittsvolumen Abwasser, das der Betrieb in vierundzwanzig Stunden im Laufe des arbeitsreichsten Monats des Jahres ableitet;

MS : der durchschnittliche Schwebstoffgehalt des Wassers, auf das Q sich bezieht;

OP : die durchschnittliche teilweise Oxidierbarkeit des Wassers, auf das Q sich bezieht, nach zweistündiger Absetzzeit; sie wird ab dem biochemischen Sauerstoffbedarf (BSB) und dem chemischen Sauerstoffbedarf (CSB) des dekantierten Wassers anhand folgender Formel ermittelt : $OP = \frac{2 \text{ BSB} + \text{CSB}}{3}$;

q und ms das Volumen und der Schwebstoffgehalt des Wassers ist, auf das die Belastungseinheit sich bezieht, op die durchschnittliche teilweise Oxidierbarkeit des Wassers, auf das die Belastungseinheit sich bezieht, nach einem zweistündigen statischen Absetzvorgang; sie wird pauschal auf 70 % der nach der oben angeführten Formel bestimmten teilweisen Oxidierbarkeit des nicht dekantierten Wassers festgesetzt;

T1 : der Koeffizient der Behandlung der im abgeleiteten Wasser enthaltenen Schwebstoffe;

T2 : der Koeffizient der Behandlung der organischen Stoffe, die das abgeleitete Wasser nach einem zweistündigen statischen Absetzvorgang enthält;

a, b, c, : die Koeffizienten, die der Verteilung der Klärkosten entsprechen; ihre Summe ist gleich 1.

§ 2. Für die Koeffizienten a, b, c, T1 und T2 gelten folgende Werte :

T1 und T2 = 1

a = 0,20

b = 0,35

c = 0,45

§ 3. Die in § 1 erwähnte Belastungseinheit wird wie folgt definiert : 180 liter Abwasser mit einem Schwebstoffgehalt von 500 mg pro Liter, einem biochemischen Sauerstoffbedarf nach fünf Tagen von 300 mg pro Liter, einem chemischen Sauerstoffbedarf von 750 mg pro Liter und einem durch die Kjeldahlische Methode bestimmten Stickstoffgehalt von 55 mg pro Liter.

§ 4. Die in § 1 erwähnten Durchschnittswerte sind die täglichen Durchschnittswerte, die in der Einleitungsgenehmigung des Abgabepflichtigen stehen, soweit diese welche angibt. Wenn die Genehmigung nur Höchstwerte für die vorerwähnten Parameter angibt, dann müssen diese Höchstwerte benutzt werden.

Der Abgabepflichtige kann jedoch in diesem Fall und wenn keine Genehmigung vorhanden ist, tatsächliche tägliche Durchschnittswerte benutzen, die die von der Exekutive zugelassene Kläreinrichtung auf seine Kosten bestimmt hat.

§ 5. Wenn die Kjeldahl Stickstoffkonzentration des abgeleiteten Wassers 75 mg/l übersteigt, wird die Formel $\frac{OP}{op}$ durch die Formel $\frac{OT}{ot}$ ersetzt;

wobei : OT gleich $CSB + 4,57 \text{ NK}$ ist und ot gleich $csb + 4,57 \text{ nk}$ ist.

Der in § 2 erwähnte Koeffizient c ist in diesem Fall gleich 0,4.

§ 6. Wenn die Verwaltung im abgeleiteten Wasser das Vorhandensein von Substanzen feststellt, die ihrer Meinung nach die Messung des BSB verfälschen könnten, kann sie bei der Ermittlung der Anzahl Belastungseinheiten den Parameter BSB durch den Parameter $\frac{CSB}{1,5}$ ersetzen.

§ 7. Die eventuellen Abänderungen der Bestimmungen der vorangehenden Paragraphen gelten erst ab dem darauffolgenden Jahr.

Art. 7. Für die Betriebe, deren Abwasser bei einem Rechenverfahren gemäß einer der beiden nachstehenden Formeln eine Belastung von weniger als 2000 Einheiten aufweist und die es in die öffentliche Kanalisation, die Abwassersammler und in die Kläranlagen einleiten, kann die Abgabe in Abweichung von Artikel 6 nach einer vereinfachten Methode bemessen werden, bei der die in der Anlage zu diesem Dekret, Kolonne 3, angegebenen Umrechnungsfaktoren in einer der nachstehenden Formeln benutzt werden :

$$1. n = \frac{A}{B} \times C$$

$$2. N = T \times C$$

In diesen Formeln ist :

N = die Anzahl Belastungseinheiten;

A = die je nach benutzter Grundlage ausgedrückte jährliche Leistung;

B = die Grundlage, die in Kolonne 2 angegeben ist;

C = der Umrechnungsfaktor, der in Kolonne 3 angegeben ist;

T = die Anzahl Arbeitnehmer (Arbeiter und Angestellte), die während des arbeitsreichsten Monats des Jahres vom Betrieb beschäftigt werden.

Art. 8. In Abweichung von Artikel 7 können diese Betriebe jedoch einen Antrag bei der Verwaltung einreichen, damit die Abgabe nach Artikel 6 bemessen wird; diesem Antrag wird binnen einer Frist von höchstens zwei Jahren Folge geleistet. Die Antragsteller müssen die Arbeiten, die zur ständigen Messung der Abwässer und zu ihrer entsprechenden Charakterisierung erforderlich sind, im voraus und auf eigene Kosten vornehmen.

Art. 9. Für Saisonarbeiten und für Betriebe mit diskontinuierlichem Betrieb, die an nicht mehr als zweihundertfünfundsiebzig Tagen pro Jahr Abwasser ableiten und den Nachweis hierfür erbringen können, wird die Anzahl Belastungseinheiten mit einem Berichtigungsfaktor d multipliziert, der sich aus der Bruchzahl ergibt, die 225 als Nenner und die Anzahl Tage, an denen Abwasser abgeleitet worden ist, als Zähler hat.

Faktor d gilt nicht für die Betriebe, für die in Kolonne 2 der in der Anlage befindlichen Tabelle der Umrechnungsfaktoren eine Leistungseinheit angegeben ist.

Art. 10. Die jährliche Abgabe ergibt sich aus der Multiplikation der in Artikel 5 erwähnten Abgabe je Einheit mit der in Artikel 6 bzw. 7 bestimmten Anzahl Belastungseinheiten.

Art. 11. Die Abgabe auf das in Kapitel III erwähnte Volumen Trinkwasser aus der öffentlichen Wasserversorgung wird dem Abgabepflichtigen, der Industrieabwasser ableitet, nach Zahlung der Abgabe für die Einleitung dieses Abwassers zurückerstattet.

KAPITEL III. — *Besondere Bestimmungen über die Einleitungen von anderem Abwasser als industriellem Abwasser*

Art. 12. Die jährliche Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser richtet sich nach dem Volumen abgeleiteten Wassers.

Die Abgabe je Einheit ist pro Kubikmeter abgeleitetes Wasser, das kein industrielles Abwasser ist, auf 8,0 Franken festgesetzt. Jede Änderung ihres Betrags gilt erst ab dem darauffolgenden Jahr.

Art. 13. § 1. Für die in Artikel 3 Nrn. 2 und 3 erwähnten Personen, die nur anderes Abwasser als industrielles Abwasser ableiten, das ausschließlich aus der öffentlichen Wasserversorgung stammt, ist das zu berücksichtigende Wasservolumen dasjenige, das in der letzten Verbrauchsaufstellung für einen Zeitraum von einem Jahr angegeben ist.

§ 2. Wenn es keinen Zähler zur Ermittlung des Trinkwasservolumens gibt, muß eine jährliche Pauschalabgabe von 800 Franken pro Wohnung vom jeweiligen Eigentümer entrichtet werden.

§ 3. Für die Betriebe, die mindestens sieben Personen beschäftigen und für die in Artikel 1 Nr. 8 Lit. c erwähnten Betriebe, die auch Industrieabwasser ableiten, wird der Betrag der Abgabe auf der Grundlage eines Wasservolumens von 20 Kubikmetern pro Jahr und pro Person, die im Betrieb beschäftigt wird, bestimmt.

Die Abgabepflichtigen, die unter vorliegendem Artikel fallen, müssen der Verwaltung die Höchstzahl Personen mitteilen, die während des vorangehenden Jahres gleichzeitig im Betrieb beschäftigt worden sind.

Art. 14. Mit Ausnahme der in Artikel 13 § 2 erwähnten Pauschalabgabe ergibt sich die jährliche Abgabe aus der Multiplikation der in Artikel 12 erwähnten Abgabe je Einheit mit dem in Artikel 13 § 1 bestimmten Wasservolumen.

Art. 15. Die Behandlung der Fäkalien von Faulgruben, die sich ausschließlich aus der Aufbereitung der häuslichen Abwässer ergeben, wird kostenlos von der Wallonischen Region wahrgenommen. Die Entleerung dieser Fäkalien darf nur über die von der Exekutive zugelassenen Grubenentleerer in Aufbereitungsanlagen erfolgen, die von der Exekutive bestimmt worden sind.

Art. 16. Den in Artikel 3 Nr. 3 erwähnten Personen, die ihre nichtindustriellen Abwässer gemäß den von der Wallonischen Regionalexekutive festgelegten Bedingungen und technischen Vorschriften selbst klären, wird die Abgabe zurückerstattet, soweit sie der Verwaltung den Nachweis für die Klärung des von ihnen abgeleiteten Wassers erbringen oder soweit sie beweisen, daß sie nicht an der Einleitung von nichtindustriellen Abwässern in die öffentliche Kanalisation, in Oberflächenwasser oder in Grundwasser beteiligt sind und daß sie keinen diffusen Verunreinigungsherd bilden.

Art. 17. Die Betriebe, die bereits aufgrund von Artikel 5 des vorliegenden Dekrets abgabepflichtig sind, können von der Zahlung der vorliegenden Abgabe befreit werden, wenn sie den Beweis erbringen, daß die Belastung der nichtindustriellen Abwässer in die der industriellen Abwässer mit einbezogen ist.

KAPITEL IV. — *Abgabenerklärung, Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von Abwasser*

Abschnitt I

Abgabenerklärung und Zahlung der Abgaben für die Einleitung von industriellem Abwasser

Art. 18. § 1. Jeder Abgabepflichtige muß der Verwaltung alle Angaben mitteilen, die zur Bestimmung der Belastung des vorangehenden Jahres erforderlich sind. Die Erklärung erfolgt auf einem zu diesem Zweck vorgesehenen Dokument, das der Abgabepflichtige direkt von der Verwaltung erhält oder sich notfalls im Sitz der Verwaltung besorgen muß.

Die Erklärungen der Abgabepflichtigen müssen der Verwaltung vor dem 31. März eines jeden Jahres zukommen. Bei einer Betriebseinstellung müssen die Erklärungen der Verwaltung sofort übermittelt werden. Der Betrag der Abgabe wird auf der Grundlage der Erklärung von der Verwaltung errechnet und festgelegt.

§ 2. Wenn mehrere Betriebe ihre Abwässer gemeinsam ableiten oder diese gemeinsam aufbereiten, wird die Abgabe zu gleichen Teilen unter die verschiedenen Betriebe verteilt.

Die Betriebe, die ihre Belastung genau nachweisen können, könnten jedoch getrennt mit der Abgabe belegt werden. Der restliche Betrag der Abgabe wird dann zu gleichen Teilen unter die übrigen Betriebe verteilt.

Art. 19. Bei einem Irrtum oder einer Auslassung in der Erklärung des Abgabepflichtigen stellt die Verwaltung die angegebene Belastung richtig. Jede Berichtigung des angegebenen Betrags wird begründet und binnen 8 Tagen nach dem Tag, an dem die Verwaltung die Erklärung erhalten hat, dem Abgabepflichtigen mitgeteilt.

Art. 20. Wenn es keine Erklärung gibt oder wenn keine richtige Erklärung in der vorgeschriebenen Frist übermittelt worden ist, berechnet und bestimmt die Verwaltung den Betrag der Abgabe auf Grund von Angaben, über die sie verfügt, und eventuell auf Grund der Kontrollen, die sie vornimmt.

Die Verwaltung teilt dem Abgabepflichtigen die Gründe mit, aus denen sie die Veranlagung von Amts wegen vornimmt, und schickt ihm den Zahlungsbescheid frühestens nach Ablauf einer dreißigtägigen Frist, die ab dem Datum dieser Mitteilung gilt.

Art. 21. Der Betrag der Abgabe bzw. der berichtigte Betrag der Abgabe wird dem Abgabepflichtigen spätestens am 31. März des folgenden Jahres mittels eines Zahlungsbescheids mitgeteilt.

Art. 22. Der Abgabepflichtige zahlt den in dem Zahlungsbescheid angegebenen Betrag der Abgabe innerhalb der darin angegebenen Frist, soweit der Betrag nicht wegen einer Berichtigung der Erklärung nachträglich abgeändert worden ist.

Abschnitt II. — Zahlung der Abgaben
für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser

Art. 23. Die für die Wasserversorgung zuständige Einrichtung ist beauftragt, die in Artikel 13 § 1 erwähnte Abgabe für Rechnung der Region zu erheben; die Angabe des Betrags der Abgabe auf der Rechnung der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung gilt als Zahlungsbescheid für den Abgabepflichtigen.

Vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres muß die für die Wasserversorgung zuständige Einrichtung der Region den gesamten Betrag der erhobenen Abgaben ausbezahlen und der Verwaltung ein Formular zurückschicken, das diese ihr übermittelt hat und auf dem alle zur Kontrolle und zur eventuellen Beitreibung der nicht erhobenen Abgaben erforderlichen Informationen stehen.

Die Exekutive bestimmt die Art und Weise, wie die durch die Erhebung der Abgaben entstandenen Kosten den Wasserversorgungsgesellschaften vergütet werden.

Abschnitt III. — Eintreibung

Art. 24. § 1. Im Falle einer Nichtzahlung der Abgabe erläßt der mit der Eintreibung beauftragte Beamte einen Vollstreckungsauftrag gegen den Abgabepflichtigen; dieser Auftrag wird von dem zu diesem Zweck bestimmten Beamten mit einem Visum versehen und für vollstreckbar erklärt.

Er wird per Einschreiben zugestellt. Die Abgabe des Schriftstückes bei der Post gilt ab dem folgenden Tag als Zustellung.

§ 2. Diese Zustellung :

- unterbricht die Verjährungsfrist für die Eintreibung der Abgabe;
- ermöglicht die in Artikel 25 § 1 erwähnte Eintragung der gesetzlichen Hypothek;
- gibt dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit, auf die in Artikel 25 § 2 vorgesehene Weise Einspruch gegen die Durchführung des Vollstreckungsauftrags zu erheben;
- veranlaßt, daß die Verzugszinsen gemäß Artikel 27 laufen.

Der Vollstreckungsauftrag kann ebenfalls vom Zustellungsbeamten mit einem Zahlungsbefehl zugestellt werden.

§ 3. Nach der in § 1 erwähnten Zustellung kann der mit der Eintreibung beauftragte Beamte die definitive Drittpfändung der dem Abgabepflichtigen geschuldeten bzw. gehörenden Beträge und Wechsel per Einschreiben vornehmen lassen.

Die Drittpfändung muß dem Abgabepflichtigen ebenfalls per Einschreiben zugestellt werden.

Diese Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlaß zur Aufstellung und Zusendung durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

§ 4. Unter Vorbehalt dessen, was in § 3 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen der Artikel 1539, 1540, 1542, erster und zweiter Absatz, und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf diese Pfändung, wobei als vereinbart gilt, daß der Betrag der Pfändung dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 5. Die definitive Drittpfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück, so wie es in den Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist wenn aus der Erklärung, die der Drittgepfändete nach der Pfändung abgeben muß und die gemäß § 3 per Einschreiben zugestellt wird, hervorgeht :

1. daß der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die definitive Drittpfändung erhebt;
2. daß der Drittgepfändete seine Schuld gegenüber dem gepfändeten Schuldner anfecht;

3. daß ein anderer Gläubiger vor der Pfändung durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten Einspruch gegen die Tatsache erhoben hat, daß der Drittgepfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewahrt die vom Beamten per Einschreiben vorgenommene Drittpfändung ihre Wirkung, wenn dieser Beamte wie in Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen- die definitive Drittpfändung durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen läßt, in dem die Erklärung des Drittgepfändeten bei der Post abgegeben wird.

§ 6. Die Eintreibung der in Artikel 22 erwähnten Abgabe verjährt in fünf Jahren ab dem Tag, an dem die Region den Zahlungsbescheid zustellt.

Die Eintreibung der in Artikel 23 Absatz 1 erwähnten Abgabe verjährt in fünf Jahren ab dem Datum der Rechnung der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung, auf der der Zahlungsbescheid steht.

Art. 25. § 1. 1. Für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und der Kosten verfügt die Region über ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf die Einkünfte und auf die beweglichen Güter des Abgabepflichtigen, mit Ausnahme der Schiffe und Boote.

2. Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem Vorzugsrecht, das dem Staat aufgrund von Artikel 87 des Gesetzbuches über die Mehrwertsteuer vorbehalten ist.

3. Die Abgaben, Zinsen und Kosten werden durch eine gesetzliche Hypothek auf die Güter gesichert, die dem Abgabepflichtigen gehören und in Belgien gelegen sind und die mit einer solchen Hypothek belastet werden können.

4. Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird durch das Datum der Eintragung bestimmt, die aufgrund des gemäß Artikel 24 § 1 und § 2 erteilten, für vollstreckbar erklärten und dem Abgabepflichtigen mitgeteilten oder zugestellten Vollstreckungsauftrags vorgenommen wird.

5. Die Hypothek wird auf Antrag der Exekutive oder des von ihr beauftragten Ministers eingetragen. Ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen erfolgt die Eintragung bei Vorlage einer von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten beglaubigten Kopie des Vollstreckungsauftrags, der das Datum der Mitteilung oder der Zustellung angibt.

6. Artikel 447 Absatz 2 des Buches II des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und Aufschübe findet keine Anwendung auf die gesetzliche Hypothek, was die geschuldeten Abgaben betrifft, für die dem Abgabepflichtigen vor dem Konkursdekret ein Vollstreckungsauftrag mitgeteilt oder zugestellt worden ist.

§ 2. Unter Vorbehalt dessen, was in Artikel 24 vorgesehen ist, wird der Vollstreckungsauftrag unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Titel III Teil 5 des Gerichtsgesetzbuches über die Zwangsvollstreckung ausgeführt.

Die Ausführung des Vollstreckungsauftrags kann nur durch einen vom Abgabepflichtigen erhobenen begründeten Einspruch mit Vorladung vor Gericht unterbrochen werden; dieser Einspruch muß der Region durch ein Schriftstück in der Person des Beamten zugestellt werden, die den Vollstreckungsauftrag erlassen hat.

Art. 26. Der Antrag auf Rückerstattung der Abgabe erfolgt durch ein Schriftstück, das eine Vorladung vor Gericht beinhaltet und das der Region in der von der Exekutive zu diesem Zweck bestimmten Person des Beamten zugestellt wird.

Art. 27. Der Zins zum gesetzlichen Zinssatz ist von Rechts wegen eintreibbar, wenn die Abgabe nicht spätestens am Tag der Zustellung des in Artikel 24 erwähnten Vollstreckungsauftrags ganz gezahlt worden ist.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des noch geschuldeten Betrags der Abgabe, abgerundet auf das untere Tausend, berechnet. Jeder Teil eines Monats wird als ganzer Monat gezählt. Der Zins wird nur gefordert, wenn er insgesamt 100 Franken erreicht.

Abschnitt IV. — Übertretungen in Sachen Erhebung und Zahlung der Abgaben

Art. 28. Wer durch betrügerische Mittel die Zahlung der gesamten Abgabe oder eines Teils davon umgeht bzw. versucht, sie zu umgehen, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe, die dem Doppelten der umgangenen Abgabe entspricht und mindestens fünfhundert Franken beträgt, oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

Art. 29. Das Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagszehntel zu den Geldstrafen, die von einem Strafgericht verhängt werden, findet keine Anwendung auf die in Artikel 28 erwähnten Strafmaßnahmen.

KAPITEL V. — Haushaltsbestimmungen

Art. 30. Das Aufkommen der Abgabe wird ausschließlich einem Fonds zugeführt, der im allgemeinen Haushaltspalm der Ausgaben der Wallonischen Region errichtet wird und nur für die Finanzierung folgender Ausgaben bestimmt ist :

1. die Kosten für die Studien, die Arbeiten und die Ankäufe der unbeweglichen Güter die erforderlich sind, damit die zugelassenen Einrichtungen für die Klärung die für die Sammlung und die Klärung der Abwässer aus der öffentlichen Kanalisation bestimmten Bauwerke konzipieren, ausführen und ausstatten können;

2. die Betriebskosten der in Artikel 18 Nrn. 1 bis 7 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 erwähnten Einrichtungen für die Klärung;

3. die Zuschüsse an die Betriebe, die eine außerordentlich hohe finanzielle Last zu tragen haben, um die Bedingungen zu erfüllen, unter denen eine Einleitungsgenehmigung ihnen erteilt worden ist;

4. die Investitionsausgaben, die nötig sind, um den Betrieb des Bereitschaftsdienstes zu gewährleisten;

5. die Kosten für die Erhebung der Abgaben;

6. die Kosten, die sich aus der aufgrund von Artikel 44 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 beschlossenen Aufstellung von Statistiken ergeben;

7. die Kosten für die in Artikel 41 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 vorgesehene Überwachung des Zustandes des Oberflächenwassers;

8. die zu Lasten der Region gehenden Kosten bezüglich der Ermittlung und der Feststellung der Übertretungen der Rechtsvorschriften über den Schutz des Oberflächenwassers.

KAPITEL VI. — Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen

Art. 31. Im Dekret vom 7. Oktober 1985 werden Artikel 24 Nrn. 1 und 6, die Artikel 28 bis 31 und die Artikel 58 bis 61 aufgehoben.

Art. 32. Für das Jahr 1990 wird die Abgabe in bezug auf die anderen Abwässer als die industriellen Abwässer für den Zeitraum zwischen dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets und dem Datum der Ausfertigung der Rechnung auf der Grundlage eines in Zwölfeln des jährlichen Verbrauchs errechneten Verbrauchs erhoben.

Der Monat, in dem die Rechnung ausgefertigt wird, wird mit eingerechnet.

Für das Jahr 1990 wird die Abgabe in bezug auf die industriellen Abwässer für den Zeitraum zwischen dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets und dem 31. Dezember 1990 auf der Grundlage einer Anzahl Belastungseinheiten erhoben, die in Zwölfeln der jährlichen Anzahl Einheiten der gemäß Artikel 18 gemeldeten Belastung errechnet wird.

Art. 33. Vorliegendes Dekret tritt am ersten Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird :
Namur, am 30. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten
und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

ANLAGE

Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkung
Schlachthöfe und private Schlachthäuser, mit Ausnahme der Zubereitung von Fleisch :			
a) Schwein	1 000 kg Schlachtgewicht	0,6	
Im Falle einer Verarbeitung von Därmen, Steigerung von		0,25	
b) andere Tiere	1 000 kg Schlachtgewicht	0,4	
Steigerungsfaktoren :			
— Beseitigung des Panseninhalts		0,45	
— Beseitigung des Schweineblutes		0,4	
— Beseitigung des Blutes anderer Tiere		1,0	
Schlachthöfe für Geflügel :			
Gruppe I	1 000 kg Schlachtgewicht	0,2	2
Gruppe II	1 000 kg Schlachtgewicht	0,4	2
Gruppe III	1 000 kg Schlachtgewicht	0,7	2
Stärkefabriken	1 000 kg Rohstoff	2,7	
Asbest, Asbestzement, Beton, Ziegel, Kalk, Zement, Töpferwaren, Glas (-fabriken)	Arbeitnehmer	0,5	
Werkstätten für die Reparatur von Kraftfahrzeugen, Straßenbahnen oder Zügen, Garagen, Autowaschanlagen	Arbeitnehmer	5	
Wäschereien, mit Ausnahme der Waschsaloons :			
a) Naßreinigung	1 000 kg Weißwäsche, ausschließlich aus Krankenhäusern und Hotels : Bettwäsche und Handtücher für automatische Rollen	0,3	
	1 000 kg Weißwäsche, insofern kein anderer Faktor gilt	0,5	
	1 000 kg Buntwäsche, gestellte Arbeitskleidung, Handtücher und Küchentücher	0,7	
b) Trockenreinigung	1 000 kg gestärkte Wäsche	1,1	
	ein Arbeitnehmer	0,5	
c) Färbung von Kleidung	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,3	
Kerzen (-fabrik) und Wachsbleichen	Arbeitnehmer	1,5	
Bäckereien und Konditoreien, Fabriken, in denen Nahrungsmittel hergestellt werden, die an keiner anderen Stelle genannt werden	Arbeitnehmer	1	
a) Brauereien	1 000 kg Bier	1,2	
b) idem bei der Retention des Hopfens und der Treber	1 000 kg Bier	0,3	
Bürsten und Pinsel (-fabriken)	Arbeitnehmer	3,5	
Rösten von Erdnüssen	1 000 kg Rohstoff	0,67	
Kakao, Schokolade, Süßwaren und Honig (-fabriken)	Arbeitnehmer	2,5	
Keramikindustrie	Arbeitnehmer	0,5	
Chemische Industrie :			
a) anorganische Chemie und Umwandlungsprozesse	Arbeitnehmer	20	
b) organische Chemie	Arbeitnehmer	40	
Klebstoff (-fabriken)	1 000 kg Knochenleim	3,3	

Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkung
Leder und Felle, Pelze :			
a) Chromgerbung	1 000 kg Rohstoff	5,5	
b) Pflanzengerbung	1 000 kg Rohstoff	6	
c) Alaungerberei	1 000 kg Rohstoff	10	
d) Rauchwarenzurichtung	1 000 kg Rohstoff	10	
e) Sämischerberei	1 000 kg Rohstoff	18	
Vernichtungsbetriebe	1 000 kg Bruttogewicht von zu vernichtenden Materialien	1	
Brennereien	Arbeitnehmer	0,5	
Zuchtstätten, deren Jauche und/oder Mist in die Kanalisation abläuft	1 Kuh, vollständige Beseitigung	10	
	1 Kuh, Beseitigung der Jauche	3	
	1 Kalb, Ziege oder Schaf	1	
	1 Schwein, vollständige Beseitigung	2	
	1 Schwein, Beseitigung der Jauche	1	
	1 Huhn (oder anderes Geflügel)	0,1	
	1 Pelztier	0,1	
Emallierwerke	Arbeitnehmer	0,5	
Fabriken, in denen Putz- und Pflegemittel und Schmiermittel hergestellt werden	Arbeitnehmer	10	
Beizen von Eisen; pro 1 000 kg abgeladenes zweites Eisen	Arbeitnehmer	0,5	
Zubereitung von vorfrittierten Kartoffeln	Arbeitnehmer	3	
Fabriken, in denen Obstkonserven hergestellt werden (Konfiturefabriken einbezogen)	1 000 kg Kartoffeln	0,6	
	1 000 kg Äpfel, Birnen, Erdbeeren	0,7	
	1 000 kg Kirschen, Brombeeren, Johannisbeeren und andere süße Früchte	0,5	
Galvanisierwerke	Arbeitnehmer	0,5	
Gaswerke	1 000 kg Rohstoff	1	
Druckereien und andere Druckbetriebe, die Papier und Karton gebrauchen	Arbeitnehmer	0,5	
Laboratorien	Arbeitnehmer	2,5	
Molkereien :			
a) nichtsanierete Betriebe			
	1 000 kg geprüfte Milch	0,09	
	1 000 kg in einer Prüfstelle geprüfte Milch	0,045	
	1 000 kg Butter und (aus Butter gewonnenes) Butterfett	3	
	1 000 kg Butter (ununterbrochene Zubereitung ohne Waschen)	1	
	1 000 kg Käse	3	
	1 000 kg Flaschenprodukte	0,24	
	1 000 kg Milchpulver (Walzentrocknung)	1,2	
	1 000 kg Milchpulver (Sprühtrocknung)	0,1	
	1 000 kg Kondensmilch	0,3	
	Zubereitung von Eiscreme		
	pro 1 000 kg Rohstoff	0,3	
b) sanierte Betriebe			
	1 000 kg geprüfte Milch	0,045	
	1 000 kg Butter	1,5	
	1 000 kg Käse	1,2	

Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkung
Lack- und Farbenfabriken Fabriken, in denen Gemüsekonserven hergestellt werden	Arbeitnehmer	10	
	1 000 kg geschälte Kartoffeln	0,6	1
	1 000 kg blanchierte Kartoffeln	1,0	1
	1 000 kg Möhren, Zwiebeln	1,6	1
	1 000 kg rote Rüben	1,4	1
	1 000 kg Suppengemüse	0,85	1
	1 000 kg Spinat, Endivien, Kohlrarten (außer der Zubereitung von Sauerkräut) und Kohlraben	0,5	1
	1 000 kg Porree, grüne Bohnen, Stangenbohnen und Sellerie	0,4	1
	1 000 kg Erbsen und Kichererbsen	0,3	1
	1 000 kg Sauerkraut	0,6	1
Waschen von Gemüse	1 000 kg Möhren	0,99	1
	1 000 kg Schalotten	0,4	1
	1 000 kg Melasse	8,4	1
	1 000 l hergestelltes Produkt	0,2	
	1 000 kg Speiseöl oder -fett	0,6	
	1 000 kg hergestelltes Produkt	0,05	
	1 000 kg Gerste	0,15	
	Arbeitnehmer	0,5	
	Arbeitnehmer	0,5	
	1 000 kg Holzschliff- oder Zellulosepapier idem Papier aus anderen Stoffen	1,4	
Fabriken, in denen Strohpappe hergestellt wird	1 000 kg Pappe	7	
	Arbeitnehmer	4,4	
	1 000 kg Fisch	10	
	1 000 kg Fisch	1,7	
	1 000 kg Fisch	3	
	1 000 kg Rohstoff	0,03	1
	1 000 kg Kartoffeln	1,3	1
	1 000 kg Seife	0,5	
	1 000 kg Zuckerrüben	2,8	
	1 000 kg Zuckerrüben	0,25	1
Fabriken, in denen Stroh- oder Zellulosepapier idem Papier aus anderen Stoffen hergestellt wird	1 000 kg Zuckerrüben	0,025	1
	Arbeitnehmer	0,5	
	Arbeitnehmer	0,5	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	1 000 kg Rohwolle	7	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,4	
	Arbeitnehmer	0,5	
	1 000 kg Schlachtgewicht	0,45	2
	Arbeitnehmer	0,5	
Arbeitnehmer	0,5		
Fabriken, in denen Spiritusbrennereien Limonadenfabriken und Wasser in Flaschen Fabriken, in denen Margarine, Speisefett und -öl hergestellt werden; wenn das Öl ausschließlich durch Pressen der Körner gewonnen wird	1 000 kg Zuckerrüben	0,5	
	1 000 kg Zuckerrüben	0,5	
	Arbeitnehmer	0,5	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	1 000 kg Rohwolle	7	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,4	
	Arbeitnehmer	0,5	
	1 000 kg Schlachtgewicht	0,45	2
	Arbeitnehmer	0,5	
Arbeitnehmer	0,5		
Mälzereien Metallverarbeitung (mechanische Arbeit, Verzänken und Beizen des Nichteisensmetalls) Metallindustrie Papierindustrie Fabriken, in denen Strohpappe hergestellt wird Parfüm- und Kosmetikfabriken Fabriken, in denen Fischkonserven hergestellt werden Fabriken, in denen Fischmehl hergestellt wird Dreschen von Erbsen und Kichererbsen Fabriken, in denen aus Kartoffeln Stärke gewonnen wird Seifenfabriken — wenn der Rückstand aus dem Aussalzen abgeleitet wird Rübenzucker- und Rübensafffabriken — wenn das Abwasser ausschließlich aus den Kondensatoren stammt Textilindustrie: a) Spinnereien b) Webereien c) Färbereien d) Bleichstätten e) Wollwäschereien Waschen von Tonnen und Fässern Vulkanisieranstalten, Fabriken, in denen Gummiwaren, Kabel und Kunstleder hergestellt werden Betriebe, in denen Fleisch zubereitet wird Kunststoffverarbeitende Industrie Kraftwerke	1 000 kg Zuckerrüben	0,5	
	1 000 kg Zuckerrüben	0,5	
	Arbeitnehmer	0,5	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,03	
	1 000 kg Rohwolle	7	
	m ³ gebrauchtes Wasser	0,4	
	Arbeitnehmer	0,5	
	1 000 kg Schlachtgewicht	0,45	2
	Arbeitnehmer	0,5	
Arbeitnehmer	0,5		

Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkung
« Horeca » Sektor und ihm gleichgestellte Sektoren :			
Hotel	1 Bett	1	
Motel	1 Bett	1	
Restaurant	Arbeitnehmer	5	
Wirtshaus	Arbeitnehmer	2,5	
Pension und Bungalowsiedlung	100 Übernachtungen	0,4	
Camping	100 Übernachtungen	0,2	
Jugendherbergen	1 Bett	1	
Schwimmbäder	Arbeitnehmer	10	
Andere Betriebe	Arbeitnehmer	0,5	

Bemerkungen :

1. Für diese Betriebe wird eine Produktion oder Beschäftigung während 250 Tagen berücksichtigt; eine Berichtigung kann entsprechend den saisonalen Einflüssen vorgenommen werden.
2. Zur Gruppe I gehören die Betriebe, deren Wasserverbrauch gering ist (10 m³ pro 1 000 kg Schlachtgewicht), die geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen haben, um das Blut aufzufangen, und die die Federn und Abfälle weder feucht behandeln noch transportieren.
Zur Gruppe II gehören die Betriebe, die die Federn nur feucht behandeln und/oder transportieren.
Zur Gruppe III gehören die Betriebe, die die Federn und Abfälle feucht transportieren, und alle Betriebe, die Hähnchen braten, sowie alle Betriebe, die nicht zu den Gruppen I oder II gehören.
3. Dieser Faktor gilt für die Betriebe, die Würste braten und Schinken kochen. Für andere Vorgänge, wie das Räuchern und das Pökeln des Specks, kann ein Berichtigungsfaktor « kleiner als » angewandt werden.
4. Unter « sanierte Molkerei » versteht man die Molkerei, in der geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen worden sind, um den Verschmutzungsgrad zu begrenzen, wie das Auffangen der letzten Milchtropfen, das Zurückhalten des Wassers, welches zum Waschen der Butter gedient hat, das Sammeln der Preßrückstände, das Verhüten der Wasserausflüsse, usw.
5. Im Fall einer Beseitigung von Kot mittels eines feuchten Verfahrens.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KM und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELMÉ

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. LUTGEN

VERTALING

30 APRIL 1990. — Decreet tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° oppervlaktewater : het gewone oppervlaktewater en het water van de kunstmatige afvoerwegen;
- 2° gewoon oppervlaktewater : het water van de bevaarbare en onbevaarbare waterlopen met inbegrip van hun ondergrondse trajecten, de beken en rivieren, zelfs met onderbroken afvoer, stroomopwaarts van het punt waar zij als onbevaarbare waterlopen worden ingedeeld, het water van meren, vijvers en ander stromend en stilstaand water, met uitzondering van het water van kunstmatige afvoerwegen;
- 3° kunstmatige afvoerwegen : de greppels, grachten of duikers bestemd voor het afvoeren van regenwater of van gezuiverd afvalwater.
- 4° openbare riolen : de openbare afwateringen aangelegd als ondergrondse geleidingen of openluchtgreppels en -grachten voor het opvangen van afvalwater;
- 5° verzamelleidingen : leidingen die de rioleringsnetten verbinden met de voorziene of voorzienbare plaatsen voor het verwezenlijken van de zuivering van het afvalwater;
- 6° lozing van afvalwater : het introduceren van afvalwater in grond- of oppervlaktewater via een huizensysteem of door ieder ander middel, met uitzondering van de natuurlijke afvloeiing van het regenwater;
- 7° afvalwater :
- langs kunstmatige wegen vervuild water of water dat werd gebruikt, met inbegrip van koelwater;
 - water van kunstmatige afwatering afkomstig van regenwater;
 - water dat wordt gezuiverd met het oog op de lozing ervan;
- 8° normaal huishoudelijk afvalwater :
- a) water dat enkel bestaat uit water afkomstig :
- van sanitaire installaties;
 - van keukens;
 - van de reiniging van gebouwen zoals woningen, kantoren, lokalen waar groot- of kleinhandel wordt gedreven, zalen voor vertoningen, kazernen, kampeerterrainen, gevangenissen, onderwijsinrichtingen met of zonder internaat, ziekenhuizen, klinieken en andere inrichtingen waar niet besmettelijke ziekten worden opgenomen en verzorgd, zwembaden, hotels, restaurants, drankgelegenheden, kapsalons;
 - van de ten huize gedane was;
 - van het wassen van rijwielen zonder motor en van bromfietsen;
 - van het wassen van minder dan tien motorvoertuigen en hun aanhangwagens per dag, met uitzondering van spoorvoertuigen;
 - alsook, eventueel, uit regenwater;
- b) afvalwater afkomstig van wasinrichtingen waar de machines uitsluitend door de cliënteel zelf worden bediend;
- c) afvalwater van fabrieken, werk- en opslagplaatsen en laboratoria waarin minder dan zeven personen werkzaam zijn, behalve wanneer de overheid die bevoegd is voor de toekenning van de lozingsvergunning, oordeelt dat het afvalwater schadelijk is voor de riolering en/of voor de normale werking van een waterzuiveringsstation en/of de ontvangende omgeving, en niet onder huishoudelijk afvalwater mag worden ingedeeld;
9. afvalwater uit de landbouw : afvalwater afkomstig van inrichtingen waar dieren worden gehouden en gefokt die een globale afvoer van verontreinigende stoffen veroorzaken die lager is dan een door de Executieve vastgestelde maximumwaarde en die geen dierentuinen of permanente dierenparken zijn. Voor de toepassing van dit decreet wordt dit afvalwater gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater, behalve afwijking bepaald door de Executieve;
- 10° industrieel afvalwater : ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater;
- 11° slijk : stoffen afkomstig van het ledigen van een septische put;
- 12° koelwater : water dat in de nijverheid voor de afkoeling in open kringloop wordt gebruikt en dat niet in aanraking is gekomen met de af te koelen stoffen;
- 13° Executieve : de Waalse Gewestexecutieve;
- 14° Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu-Afdeling Water.

Art. 2. Een jaarlijkse belasting wordt ingevoerd op de lozingen van afvalwater, met uitzondering van koelwater.

Art. 3. Aan de belasting worden onderworpen :

1° Alle publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke personen of rechtspersonen, hierna « ondernemingen » genoemd, die ten minste zeven personen tewerkstellen en die industrieel afvalwater in de openbare riolen, verzamelleidingen voor afvalwater, zuiveringsstations van zuiveringsinrichtingen of in het oppervlakte- of grondwater lozen.

2° De ondernemingen die minder dan zeven personen tewerkstellen en die afvalwater in de in punt 1° bedoelde opvangende omgeving lozen, wanneer de overheid die bevoegd is voor de aflevering van de lozingsvergunning, oordeelt dat dit water niet onder huishoudelijk afvalwater mag worden ingedeeld.

(1) Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad, 152 (1989-1990), nrs 1, 2, 3 en 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 april 1990.

Algemene bespreking - stemming.

3° Elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke persoon die in de in punt 1° bedoelde opvangende omgeving ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost, met uitzondering van ziekenhuizen en klinieken en andere inrichtingen waar niet besmettelijke zieken worden verzorgd, onder de door de Executieve vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen betreffende het lozen van industrieel afvalwater*

Art. 4. De jaarlijkse belasting op het lozen van industrieel afvalwater is evenredig met de afvoer van verontreinigde stoffen in het geloosde afvalwater, welke wordt berekend overeenkomstig de in de artikelen 6 en 7 bepaalde formules.

De afvoer van verontreinigende stoffen van het in oppervlaktewater, riolen, verzamelleidingen en zuiveringsstations geloosde water, die in aanmerking dient te worden genomen, is die van het jaar dat dit van de belastingheffing voorafgaat.

Art. 5. De belasting per afvoereenheid van verontreinigende stoffen, hierna eenheidsbelasting genoemd, in het geloosde industriële afvalwater wordt vastgesteld op 360 frank. Elke wijziging van dit bedrag in de loop van het jaar zal slechts het volgende jaar van toepassing zijn.

Art. 6. § 1. De afvoer van verontreinigende stoffen in het geloosde industriële afvalwater wordt berekend overeenkomstig de volgende formule :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + b T1 \frac{MS}{ms} + c T2 \frac{OP}{op} \right)$$

waarin :

N = het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen;

Q = het gemiddelde volume afvalwater uitgedrukt in liter dat door de onderneming in 24 uur geloosd wordt tijdens de maand van het jaar gedurende dewelke de activiteit het grootste is;

MS = het gemiddelde gehalte aan zwevende stoffen in het water waarop Q betrekking heeft;

OP = de gemiddelde gedeeltelijke oxideerbaarheid van het water waarop Q betrekking heeft na 2 uur bezinking; zij wordt verkregen op basis van het biochemisch zuurstofverbruik (BOD) en van het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het bezonken water bereikt aan de hand van de volgende formule :

$$OP = \frac{2 \text{ BOD} + \text{COD}}{3}$$

waarin

q en ms = het volume van en het gehalte aan zwevende stoffen in het water waarop de afvoereenheid van verontreinigende stoffen betrekking heeft;

op = de gemiddelde gedeeltelijke oxideerbaarheid van het water waarop de afvoereenheid van verontreinigende stoffen betrekking heeft na een statische bezinking van 2 uur; zij is forfaitair vastgesteld op 70 % van de gedeeltelijke oxydeerbaarheid van het niet bezonken water, bepaald overeenkomstig de voormelde formule;

T1 = de behandelingscoëfficiënt van de zwevende stoffen die het geloosde water bevat;

T2 = de behandelingscoëfficiënt van de organische stoffen die het geloosde water na een statische bezinking van 2 uur bevat;

a, b, c zijn coëfficiënten die aan de verdeling van de zuiveringskosten beantwoorden; de som ervan is gelijk aan 1.

§ 2. De coëfficiënten a, b, c, T1 en T2 behouden de volgende waarden :

T1 en T2 = 1

a = 0,20

b = 0,35

c = 0,45

§ 3. De in § 1 vermelde afvoereenheid van verontreinigende stoffen wordt bepaald als volgt : 180 liter afvalwater met een gehalte aan zwevende stoffen van 500 mg per liter, een biochemisch zuurstofverbruik van 300 mg per liter in vijf dagen, een chemisch zuurstofverbruik van 750 mg per liter en een gehalte aan kjeldahlstikstof van 55 mg per liter.

§ 4. De in § 1 vermelde gemiddelde waarden zijn de dagelijkse gemiddelde waarden die in de lozingsvergunning van de belastingplichtige worden vermeld, wanneer die vergunning zulke waarden omvat. Wanneer de vergunning slechts maximumwaarden voor de voormelde parameters vermeldt, dienen die maximum waarden te worden gebruikt. In dit geval, almede bij gebrek aan vergunning, kan de belastingplichtige niettemin werkelijke dagelijkse gemiddelde waarden gebruiken die op zijn kosten door de door de Executieve erkende zuiveringsinrichting worden bepaald.

§ 5. Wanneer de concentratie aan kjeldahlstikstof van het geloosde water de 75 mg/l overschrijdt, wordt de term OP/op vervangen door een term OT/ot waarin

OT gelijk is aan COD + 4,57 NK en ot gelijk is aan cod + 4,57 nk.

In dit geval is de in § 2 vermelde coëfficiënt c gelijk aan 0,4.

§ 6. Wanneer het Bestuur de aanwezigheid van stoffen in het geloosde water ontdekt waarvan de aard volgens het bestuur het meten van de BOD kan vervalsen, kan ze bij de vaststelling van het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen de parameter BOD vervangen door de parameter COD/1,5.

§ 7. De eventuele wijzigingen van de in de vorige paragrafen opgenomen bepalingen zullen slechts volgend jaar in werking treden.

Art. 7. Voor de ondernemingen waarvan de afvoer van verontreinigende stoffen minder dan 2000 eenheden bedraagt, wanneer die afvoer volgens één van de volgende twee formules wordt berekend, en die afvalwater in de openbare riolen, verzamelleidingen en zuiveringsstations lozen, kan de belasting, in afwijking van artikel 6, worden bepaald volgens een vereenvoudigde methode die de in de bijlage van dit decreet, kolom 3, vermelde herleidingscoëfficiënten in één van de volgende formules gebruikt :

$$1^{\circ} N = \frac{A}{B} \times C$$

$$2^{\circ} N = t \times C$$

Voor die formules geldt :

N = het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen;

A = de jaarlijkse activiteiten uitgedrukt volgens de gebruikte basis;

B = de basis vermeld in kolom 2;

C = de omrekeningscoëfficiënt vermeld in kolom 3;

T = het aantal werknemers (arbeiders en bedienden) tewerkgesteld in de onderneming tijdens de maand van het jaar waarin de activiteit het grootst is.

Art. 8. In afwijking van artikel 7 kunnen echter dezelfde ondernemingen bij het bestuur een aanvraag indienen opdat het bedrag van de belasting overeenkomstig artikel 6 zou worden berekend; een antwoord op die aanvraag moet binnen een termijn van maximum 2 jaar worden gegeven. De aanvragers moeten bij voorraad en op hun kosten de werken uitvoeren die noodzakelijk zijn voor het ononderbroken meten van de debieten, alsook voor de regelmatige monsterneming van het geloosde water en voor de adequate typering ervan.

Art. 9. Voor seizoenactiviteiten en voor de ondernemingen die niet doorlopend werken en die gedurende minder dan tweehonderdvijftig dagen per jaar afvalwater lozen en het bewijs daarvan kunnen leveren, wordt het aantal afvoereenheden verontreinigende stoffen vermenigvuldigd met de correctiefactor *d* die het resultaat is van de breuk met 225 als noemer en het aantal dagen waarop afvalwater werd geloosd, als teller.

De factor *d* geldt niet voor de ondernemingen waarvoor een produktieeenheid in kolom 2 van de tabel van de herleidingscoëfficiënten van de bijlage wordt vermeld.

Art. 10. De jaarlijkse belasting is het resultaat van de vermenigvuldiging van de in artikel 5 vermelde eenheidsbelasting met het aantal *N* afvoereenheden verontreinigende stoffen bepaald in artikel 6 of in artikel 7.

Art. 11. De belasting op het volume drinkwater opgevangen op het watervoorzieningsnet vermeld in hoofdstuk III zal worden terugbetaald aan de belastingplichtige die industrieel afvalwater loost, na betaling van de belasting op het lozen van afvalwater.

HOOFDSTUK III

Bijzondere bepalingen betreffende de lozingen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

Art. 12. De jaarlijkse belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater is evenredig met het volume geloosd water.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd ander afvalwater dan industrieel afvalwater, wordt vastgesteld op 8,0 frank. Elke wijziging van het bedrag ervan zal slechts het volgende jaar uitwerking hebben.

Art. 13. § 1. Voor de in artikel 3, 2^o en 3^o, bedoelde personen die alleen ander water dan industrieel water lozen, dat uitsluitend van het openbare watervoorzieningsnet afkomstig is, is het in aanmerking te nemen watervolume datgene dat in de laatste verbruiksopmeting van een periode van één jaar wordt vermeld.

§ 2. Bij gebrek aan een teller die het drinkwatervolume meet, is een jaarlijkse forfaitaire belasting van 800 frank per woning verschuldigd door de eigenaar ervan.

§ 3. Voor de ondernemingen die minder dan zeven personen tewerkstellen en voor die welke bedoeld zijn in artikel 1, 8^o, c en die ook industrieel afvalwater lozen, wordt het bedrag van de belasting vastgesteld op basis van een watervolume van 20 kubieke meter per jaar en per persoon die is tewerkgesteld in de onderneming.

De aan dit artikel onderworpen verschuldigten dienen bij het Bestuur het maximumaantal personen aan te geven dat gedurende het voorgaande jaar tezelfdertijd in de onderneming tewerkgesteld was.

Art. 14. Behalve de in artikel 13, § 2 vermelde forfaitaire belasting is de jaarlijkse belasting het resultaat van de vermenigvuldiging van de in artikel 12 vermelde eenheidsbelasting met het in artikel 13, § 1 bepaalde watervolume.

Art. 15. Het Waalse Gewest zorgt kosteloos voor de behandeling van het slijk van septische putten dat uitsluitend voorkomt uit de behandeling van huishoudelijk afvalwater. Alleen de door de Executieve erkende putjescheppers kunnen dit slijk opruimen in de door de Executieve aangewezen behandelingscentra.

Art. 16. De in artikel 3, 3^o bedoelde personen die, onder de voorwaarden en overeenkomstig de door de Waalse Gewestexecutieve bepaalde technische regelen, zelf hun ander afvalwater dan industrieel afvalwater zuiveren, genieten de terugbetaling van de belasting, voor zover zij het Bestuur het bewijs van de zuivering van het water dat zij lozen, leveren of voor zover zij bewijzen dat zij geen ander afvalwater dan industrieel afvalwater lozen noch in de openbare riolen noch in het oppervlaktewater noch in het grondwater en zij geen bron van vervuiling zijn.

Art. 17. De ondernemingen die op basis van artikel 5 van dit decreet al belastingplichtig zijn, kunnen van de betaling van deze belasting worden vrijgesteld, voor zover zij bewijzen dat de afvoer van verontreinigende stoffen van het ander afvalwater dan industrieel afvalwater inbegrepen is in die van het industriële afvalwater.

HOOFDSTUK IV

De aangifte, de betaling en de inning van de belasting op het lozen van afvalwater

Afdeling I

Aangifte en betaling van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater

Art. 18. § 1. Elke belastingplichtige wordt ertoe gehouden aan het Bestuur alle inlichtingen mede te delen die voor de bepaling van de afvoer van verontreinigende stoffen van het voorgaande jaar noodzakelijk zijn.

De aangifte wordt opgemaakt op het door het Bestuur daartoe voorziene document dat de belastingplichtige van het Bestuur rechtstreeks ontvangt, of bij ontstentenis, daarvan, dat hij op de zetel van het Bestuur moet afhalen.

De aangifte van de belastingplichtigen moeten ieder jaar vóór 31 maart bij het Bestuur worden ingediend. In geval van activiteitsstilstand dienen de aangiften onmiddellijk bij het Bestuur te worden ingediend. Het bedrag van de belasting wordt door het Bestuur berekend en bepaald op basis van de aangifte.

§ 2. Wanneer verscheidene ondernemingen hun afvalwater gezamenlijk lozen of dit afvalwater gezamenlijk behandelen, wordt de belasting in gelijke aandelen verdeeld tussen de verschillende ondernemingen.

De ondernemingen die hun afvoer van verontreinigende stoffen nauwkeurig kunnen bewijzen, zouden echter afzonderlijk kunnen worden belast. Het saldo van de belasting wordt dan in gelijke aandelen verdeeld tussen de overblijvende ondernemingen.

Art. 19. Bij vergissing of verzuim in de aangifte van de belastingplichtige wordt de afvoer van verontreinigende stoffen door het Bestuur gewijzigd. Elke wijziging van het aangegeven bedrag dient te worden gemotiveerd en aan de belastingplichtige binnen een termijn van 8 maanden te rekenen van de dag waarop het Bestuur de aangifte heeft ontvangen, bekendgemaakt.

Art. 20. Bij ontstentenis van aangifte of van eensluidende aangifte binnen de voorgeschreven termijn wordt het bedrag van de belasting door het Bestuur berekend en bepaald op grond van de elementen waarover het beschikt en eventueel aan de hand van de controles die het verricht.

Het Bestuur betekent aan de belastingplichtige de redenen van de schatting van ambtswege en stuurt hem het bericht van betaling ten vroegste bij de afloop van een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf die betekenis.

Art. 21. Het bedrag of het gecorrigeerde bedrag van de belasting wordt uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar aan de belastingplichtige betekend aan de hand van een bericht van betaling.

Art. 22. De belastingplichtige vereffent het bedrag van de in het bericht van betaling vermelde belasting binnen de daarin aangegeven termijn, onder voorbehoud van latere wijzigingen ten gevolge van een correctie van de aangifte.

Afdeling II

Betaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

Art. 23. De watervoorzieningsmaatschappij is ermee belast de in artikel 13, § 1 vermelde belasting te innen voor rekening van het Gewest; het bedrag van de belasting dat op de factuur van de watervoorzieningsmaatschappij wordt vermeld, geldt voor de belastingplichtige als bericht van betaling.

Vóór 31 december van elk jaar wordt de watervoorzieningsmaatschappij ertoe gehouden het totale bedrag van de geïnde belastingen aan het Waalse Gewest te storten en het door het Bestuur verstrekte formulier, welk de inlichtingen omvat die voor de controle en de eventuele recuperatie van de niet-geïnde belastingen nodig zijn, aan het Bestuur te sturen.

De Executieve stelt de modaliteiten van de retributie van de watervoorzieningsmaatschappijen vast voor de kosten die door de inning van de belasting veroorzaakt zijn.

Afdeling III. — Invordering

Art. 24. § 1. Wordt de belasting niet betaald, dan wordt een dwangbevel tegen de belastingplichtige uitgevaardigd door de ambtenaar die belast is met de inning van de belasting; dit dwangbevel wordt ondertekend en uitvoerbaar verklaard door de daartoe aangewezen ambtenaar.

Het dwangbevel wordt bij een ter post aangetekende brief betekend. Het neerleggen van het stuk ter post geldt als bekendmaking, te rekenen vanaf de volgende dag.

§ 2. Die bekendmaking:

- stuit de verjaringstermijn voor de inning van de belasting;
- maakt de inschrijving van de in artikel 25, § 1, bedoelde wettelijke hypotheek mogelijk;
- maakt het de belastingplichtige mogelijk verzet aan te tekenen tegen de uitvoering van het dwangbevel volgens de in artikel 25, § 1 voorziene wijze;
- doet de moratoire renten lopen overeenkomstig artikel 27.

Het dwangbevel kan ook bij deurwaardersexploot met bevel tot betaling worden betekend.

§ 3. Na de in § 1 vermelde bekendmaking kan de ambtenaar die met de invordering is belast, bij een ter post aangetekende brief uitvoerend beslag onder derden laten leggen op de sommen en effecten die zijn verschuldigd door of toebehoren aan de belastingplichtige.

Het derdenbeslag dient eveneens bij een ter post aangetekende brief te worden gemeld aan de belastingplichtige.

Die inbeslagneming heeft uitwerking te rekenen van het ogenblik waarop het stuk aan de ontvanger wordt afgegeven.

Een bericht van beslag zoals bepaald in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek dient te worden opge maakt en verzonden door de ambtenaar die met de invordering is belast.

§ 4. Onder voorbehoud van het bepaalde in § 3 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dit beslag; met dien verstaande dat het bedrag van het beslag betaalt wordt in de handen van de ambtenaar die met de invordering is belast.

§ 5. Het uitvoerend beslag onder derden dient overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek bij deurwaardersexploot te worden gelegd, wanneer na het beslag dat overeenkomstig § 3 bij een ter post aangetekende brief is gelegd, uit de verklaring waartoe de beslagen derde wordt gehouden, blijkt dat :

- 1° de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;
- 2° de beslagen derde zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;
- 3° een andere schuldeiser er zich vóór het beslag door de ambtenaar die met de invordering is belast, tegen de afgifte door de beslagen derde van de door hem verschuldigde sommen heeft verzet.

In die gevallen behoudt het door de ambtenaar bij een ter post aangetekende brief verrichte beslag zijn bewa rende uitwerkingen wanneer die ambtenaar zoals bepaald in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek bij deurwaardersexploot uitvoerend beslag onder derden doet leggen binnen de maand die volgt op het deponeren bij de post van de verklaring van de beslagen derde.

§ 6. De invordering van de in artikel 22 vermelde belasting verjaart na vijf jaar te rekenen vanaf de dag van de betekening door het Gewest van het bericht van betaling.

De invordering van de in artikel 23, eerste lid, bedoelde belasting verjaart na verloop van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de factuur van de watervoorzieningsmaatschappij waarin het bericht van betaling wordt vermeld.

Art. 25. § 1. 1° Voor de invordering van de belasting, interesten en kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op de inkomsten en op alle roerende goederen van de belastingplichtige met uitzondering van schepen en boten.

2° Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na de voorrechten die in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 VAN Boek II van het Handelswetboek zijn vermeld en na het voorrecht dat overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde voor de Staat wordt voorbe houden.

3° De belastingen, interesten en kosten worden gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de goederen gelegen in het Waalse Gewest die aan de belastingplichtige toebehoren en waarop hypotheeken kunnen worden gevestigd.

4° De wettelijke hypotheek heeft rang te rekenen vanaf de dag van haar inschrijving krachtens het overeenkomstig artikel 24, §§ 1 en 2, aan de belastingplichtige gegeven, uitvoerbaar verklaarde en bekendgemaakte of betekende dwangbevel.

5° De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de Executieve of van de door haar afgevaardigde Minister. De hypotheek wordt niettegenstaande verzet, betwisting of beroep, ingeschreven op overlegging van een door de ambtenaar die met de invordering is belast eensluidend verklaard afschrift van het dwangbevel waarop de bekendmakings- of betekendingsdatum vermeld is.

6° Artikel 447, tweede lid, van boek II van het Handelswetboek met betrekking tot de faillissementen, bankbreuken en betalingsuitstellen is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek voor de verschuldigde belastingen waarvoor voor het faillietverklarende vonnis een dwangbevel aan de belastingplichtige werd bekendgemaakt of betekend.

§ 2. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 24, heeft de uitvoering van het dwangbevel plaats volgens de bepalingen van deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

De uitvoering van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een gemotiveerd verzet ingediend door de belastingplichtige met bij deurwaarderexploit aan het Gewest te betekenen dagvaardiging voor het gerecht in de persoon van de ambtenaar die het dwangbevel heeft uitgevaardigd.

Art. 26. De aanvraag tot teruggave van de belasting wordt ingediend bij een exploit houdende dagvaardiging voor het gerecht, betekend aan het Gewest in de persoon van de daartoe door de Executieve aangewezen ambtenaar.

Art. 27. De interest tegen de wettelijke rentevoet is van rechtswege opelsbaar wanneer de belasting uiterlijk op de datum van de bekendmaking van het in artikel 24 bedoelde dwangbevel niet geheel is betaald.

Die interest wordt maandelijks berekend op het bedrag van de nog verschuldigde belasting, naar beneden afgerond op duizendtal frank. Elk maangedeelte wordt voor een volledige maand gerekend. De interest wordt slechts opgeëist indien deze honderd frank in totaal bedraagt.

Afdeling IV. — Overtredingen inzake inning en betaling van de belastingen

Art. 28. Degene die met bedrieglijke middelen de betaling van de belasting geheel of gedeeltelijk ontduikt of tracht te ontduiken zal worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete die gelijk is aan het dubbele van de ontdoken belasting, met een minimumbedrag van vijfhonderd frank, of met slechts één van deze straffen.

Art. 29. De wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafgeldboeten is niet van toepassing op de in artikel 28 vermelde straffen.

HOOFDSTUK V. — Budgettaire bepalingen

Art. 30. De opbrengst van de belasting is exclusief bestemd voor een fonds opgericht in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest dat uitsluitend bestemd is voor de financiering van de volgende uitgaven :

1° de studie-, werk- en verwervingskosten van onroerende goederen die in het kader van de beheersing door de erkende zuiveringsinstellingen van het ontwerpen, verwezenlijken en inrichten van werkstukken, bestemd voor het opvangen en zuiveren van het uit openbare riolen afkomstige afvalwater, nodig zijn;

2° de werkingskosten van de in artikel 18, 1° tot 7°, van het decreet van 7 oktober 1985 bedoelde zuiveringsinstellingen;

3° de subsidies toegekend aan de ondernemingen die een uitzonderlijk hoge financiële last dragen om te voldoen aan de voorwaarden waaronder hun een vergunning tot lozing werd verleend;

4° de investeringsuitgaven die nodig zijn om voor de werking van de dienst onmiddellijke interventie te zorgen;

5° de inningskosten van de belastingen;

6° de kosten veroorzaakt door het opstellen van statistieken, waartoe besloten is krachtens artikel 44 van het decreet van 7 oktober 1985;

7° de kosten met betrekking tot het toezicht op de staat van het oppervlaktewater waarin voorzien is bij artikel 41 van het decreet van 7 oktober 1985;

8° de kosten met betrekking tot de opsporing en de vaststelling van overtredingen van de wetgeving op de bescherming van het oppervlaktewater, die ten laste van het Gewest komen.

HOOFDSTUK VI. — Opheffings- en overgangsbepalingen

Art. 31. In het decreet van 7 oktober 1985 worden opgeheven : artikel 24, 1° tot 6°, de artikelen 28 tot 31 en 58 tot 61.

Art. 32. Wat het afvalwater betreft, wordt de belasting voor het jaar 1990 geïnd op basis van een waterverbruik dat in twaalfden van het jaarverbruik wordt berekend, voor de periode gelegen tussen de datum van inwerking-treding van dit decreet en de datum van facturering.

De maand van de facturering is in de berekening begrepen.

Wat het industriële afvalwater betreft, wordt de belasting voor het jaar 1990 geïnd op basis van het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen dat in twaalfden van het overeenkomstig artikel 18 aangegeven jaarlijks aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen, voor de periode gelegen tussen de datum van inwerking-treding van dit decreet en 31 december 1990.

Art. 33. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand die de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* volgt.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, op 30 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie, de KMO's en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

BIJLAGE

Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt	Opmerking
Slachthuizen en slachterijen excl. vleeswarenverwerking:			
a) varkens	1 000 kg geslacht gewicht	0,6	
Indien tevens danmslijmerij aanwezig, verhoogd met		0,25	
b) andere dieren	1 000 kg geslacht gewicht	0,4	
Verhoging factoren:			
— bij lozing van pensenmest		0,45	
— bij lozing van bloed van varkens		0,4	
— bij lozing van bloed van andere dieren		1,0	
Pluinveeslachterijen:			
groep I	1 000 kg geslacht gewicht	0,2	2
groep II	1 000 kg geslacht gewicht	0,4	2
groep III	1 000 kg geslacht gewicht	0,7	2
Stijfsele- en zeuneeffabrieken	1 000 kg uitgangproduct	2,7	
Asbest-, asbestcement-, beton-, steen-, kalk-, cement-, aardewerk- en glasfabrieken	werknemer	0,5	
Autorevisiewerkplaatsen, werkplaatsen voor tram of spoor, garages, spuitrijen	werknemer	5	
Wasserijen met uitzondering van de wassalons:			
a) natwasserijen	1 000 kg witgoed uitsluitend afkomstig van ziekenhuizen en hotels; pakken laken en handdoeken voor automatische rollen	0,3	
	1 000 kg witgoed voor zover er geen andere coëfficiënt van toepassing zou zijn	0,5	
	1 000 kg kleurgoed, werkleding en verhuurde handdoeken en keukenhanddoeken	0,7	
	1 000 kg stijfelgoed	1,1	
b) chemisch reinigen	1 werknemer	0,5	
c) kledingverwij	1 m ³ gebruikt water	0,3	
Poets- en smeermiddelenfabrieken	werknemer	10	
Lijzerbeitsrij	werknemer	0,5	
extra per 1 000 kg geloosd Fe**	werknemer	3	
Aardappelverwerking tot voorgebakken patates-frites	1 000 kg aardappelen	0,6	
Fruitconservenfabrieken (incl. jamfabrieken)	1 000 kg appels, peren, aardbeien	0,7	
	1 000 kg kersen, bramen, bessen en overige zachte vruchten	0,5	
Galvaniseerfabrieken	werknemer	0,5	
Gasfabrieken	1 000 kg uitgangproduct	1	
Grafische en andere papier verwerkende en kartonverwerkende bedrijven	werknemer	0,5	
Laboratoria	werknemer	2,5	

Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingsofficiënt betrekkend heeft	Omzettingsofficiënt	Opmeking
Zuivelindustrie :			
a) niet gesaneerde bedrijven	1 000 kg ontvangen melk	0,09	
	1 000 kg ontvangen melk in ontvangstation	0,045	
	1 000 kg boter en boterconcentraat (uit boter)	3	
	1 000 kg boter (continu boterbereiding zonder wassen)	1	
	1 000 kg kaas	3	
	1 000 kg produkten in fles	0,24	
	1 000 kg melkpoeder (walsenpoeder)	1,2	
	1 000 kg melkpoeder (verzuivingsstoren)	0,1	
	1 000 kg condens	0,3	
	ijsbereiding per 1 000 kg grondstof	0,3	
	1 000 kg ontvangen melk	0,045	
	1 000 kg boter	1,5	
	1 000 kg kaas	1,2	
	werknemer	10	
	werknemer	1,5	
	werknemer	1	
b) gesaneerde bedrijven			
Lak- en verf fabrieken			
Kaarsfabrieken en wasbeklerijen			
Brood- en koekfabrieken en niet elders genoemde voedingsmid- delenfabrieken			
a) bierbrouwerijen			
b) idem bij terughouden van hop en bostel			
Borstel- en kwastfabrieken			
Findebrandrijen			
Cacao-, chocolade-, suikerwerk-, en honingfabrieken			
Keramische industrie			
Chemische industrie :			
a) minerale scheikunde en transformatieactiviteiten			
b) organische scheikunde			
Lijmfabrieken			
Huiden en velten :			
a) chroomleerloerijen			
b) plantaardigeleerloerijen			
c) witloerijen			
d) peelsbereidingsbedrijven			
e) zeemleerloerijen			
Destilleerderijen			
Veeteeltbedrijven waarvan gier en/of mest op de riolering wordt gevoerd			
	1 000 kg uitgangsprodukt	5,5	
	1 000 kg uitgangsprodukt	6	
	1 000 kg uitgangsprodukt	10	
	1 000 kg uitgangsprodukt	10	
	1 000 kg uitgangsprodukt	18	
	1 000 kg bruto gewicht te destructuren materiaal werknemer	1	
	1 koe, volledige lozing	0,5	
	10	10	
	1 koe, uitsluitend gier	3	
	1 kalf, geit of schaap	1	
	1 varken, volledige lozing	2	
	1 varken, uitsluitend gier	1	
	1 kip (of ander pluimvee)	0,1	
	1 peelsdier	0,1	
	werknemer	0,5	
Emailleerderijen			

Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekkend heeft	Omzetting- coëfficiënt	Opmerking	
Groentenconservenbedrijven	1 000 kg aardappelen schrappen	0,6	1	
	1 000 kg aardappelen blancheren	1,0	1	
	1 000 kg wortelen, knollen	1,6	1	
	1 000 kg rode bieten	1,4	1	
	1 000 kg soepgroenten	0,65	1	
	1 000 kg spinazie, andijvie, koolsoorten (uitgezonderd de berei- ding tot zuurkool) en koolraap	0,5	1	
	1 000 kg prei, spercie-, snijbonen en selderij	0,4	1	
	1 000 kg doperwtien en capucijners	0,3	1	
	1 000 kg zuurkool	0,6	1	
	1 000 kg wortelen	0,09	1	
	1 000 kg zilveruien	0,4	1	
Groentenwasserijen	1 000 kg melasse	8,4		
	1 000 kg gefabriceerd produkt	0,2		
	1 000 kg ruwe oliën en vetten	0,6		
	1 000 kg gefabriceerd produkt	0,05		
	1 000 kg gerst	0,15		
	werknemer	0,5		
	werknemer	0,5		
	1 000 kg papier uit houtslipsel of celstof	1,4		
	idem uit ander materiaal	7		
	1 000 kg karton	4,4		
	werknemer	10		
Strokkartonfabrieken	1 000 kg vis	1,7		
	1 000 kg vis	3		
	1 000 kg uitgangsprодукт	0,03	1	
	1 000 kg aardappelen	1,3	1	
	1 000 kg zeep	0,5		
		2,8		
	1 000 kg suikerbieten	0,25	1	
	1 000 kg suikerbieten	0,025	1	
	werknemer	0,5		
	werknemer	0,5		
	m ² gebruikt water	0,03		
m ² gebruikt water	0,03			
1 000 kg ruwe wol	7			
m ² gebruikt water	0,4			
werknemer	0,5			
1 000 kg geslacht gewicht	0,45	2		
werknemer	0,5			
werknemer	0,5			
Limonadefabrieken en bottelarijen	Margarine-, vet- en spijsolefabrieken, indien uitsluitend olie wordt gewonnen door het persen van zaden			
	Mouterijen			
	Metaalindustrie (mechanisch bewerken, verzinken, non ferro- beitsrij)			
	Metallurgische industrie			
	Papierindustrie			
	Textielindustrie:	Strokkartonfabrieken		
		Parfum- en cosmeticafabrieken		
		Visconservenfabrieken		
		Vismeelefabrieken		
		Dorserijen van erwten en capucijners		
		Aardappelmeelefabrieken		
Zeepfabrieken				
— indien onderloog wordt geloosd verhoogd met				
Suikerfabrieken en suikerbietenrasperijen				
— idem indien uitsluitend afvalwater van condensoren wordt geloosd.				
a) spinnerij				
b) weverij				
c) ververij				
d) blekerij				
e) wolwasserij				
Vatenwasserijen				
Vulcaniseerrielingen, gummiwaren- kabel- en kunstleerfa- abrieken				
Vleeswarenbedrijven				
Industrie voor de verwerking van kunststoffen				
Electriciteitscentrales				

Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betreking heeft	Omzetting- coëfficiënt	Opmerking
Horeca-sector en daarmee gelijkgestelden :	Hotel	1 bed	
	Motel	1 bed	
	Restaurant	werknemer	5
	Café	werknemer	2,5
	Pension en bungalowpark	100 overnachtingen	0,4
	Camping	100 overnachtingen	0,2
	Jeugdherbergen	1 bed	1
	Zwembassins	werknemer	10
	Anderé ondernemingen	werknemer	0,5

Opmerkingen :

1. Voor deze bedrijven is gerekend met een productie respectievelijk bezetting gedurende 250 dagen; in verband met de seizoensinvloed zal een correctie kunnen plaatsvinden.
2. Tot de groep I behoren de bedrijven met een laag watergebruik (40 m³ per 1 000 kg geslacht gewicht) met goede voorzieningen voor het opvangen van bloed en zonder natte bewerkingen of nat transport van veren en slachtafval.
Tot de groep II behoren de bedrijven met uitsluitend natte verwerking en/of transport van veren.
Tot de groep III behoren de bedrijven met nat transport van veren en slachtafval, bovendien alle bedrijven met kipkokerij en alle overige bedrijven die niet tot groep I of groep II behoren.
3. Deze coëfficiënt geldt voor worst- en hamkokerijen. Voor andere bewerkingen bv. rokerij, inzouden bacon kan een correctiefactor « kleiner dan... » worden toegepast.
4. Onder gesaneerde zuivelabriek wordt verstaan een zuivelabriek waarin goede voorzieningen ter beperking van de vervuilinggraad zijn getroffen, als het opvangen van drupmelk, het terughouden van het bezinksel uit boterwaswater, het opvangen van penswei, het voorkomen van lekverliezen e.d.
5. Bij afvoer van zogenaamde drijfmest.

Gezien om bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 april 1990 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,
de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

E. ANSELMME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN